UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION MACÉDONIENNE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR

M. Gérard SILHOL

MONTPELLIER
IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANE
RUE FERDINAND-FABRE ET QUAI DU VERDANSON

1920

LA
QUESTION MACÉDONIENNE

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION MACÉDONIENNE

THÈSE

POUR LE DOCTORAT ÈS SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES

PAR

M. Gérard SILHOL

BIBLIOTHEEK RIJKS UNIV. LEIDEN

MONTPELLIER
IMPRIMERIE FIRMIN ET MONTANE
RUE FERDINAND-FABRE ET QUAI DU VERDANSON
1920

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. Valéry, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

Chausse, professeur de Droit romain (en congé).

Charmont, professeur de Droit civil (en congé).

Moye, professeur de Droit international public.

Morin, professeur de Droit civil.

Donnedieu de Vabres, professeur de Droit criminel.

Becqué, agrégé de droit civil.

Hugueney, agrégé de droit civil.

Roche-Agussol, agrégé d'économie politique.

De Nesmes-Desmarets, agrégé de Droit administratif.

Petot, chargé de cours de Droit romain.

Bastid, chargé de cours de droit constitutionnel.

Dijol, chargé du cours de procédure.

Henry, chargé de cours de droit civil

Vigié et **Brémond**, Doyens honoraires.

Laborde, professeur honoraire.

Rochette, secrétaire.

MEMBRES DU JURY :

MM. Moye, *président.*
Morin.
Donnedieu de Vabres. } *assesseurs.*

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MES CAMARADES DE L'A. F. O.

G. SILHOL

Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547021_0056

LA

QUESTION MACÉDONIENNE

INTRODUCTION

La Macédoine est bien le pays que la récente guerre a révélé aux Français. Depuis trop longtemps le sort de l'infortunée Macédoine inquiétait les peuples civilisés car elle souffrait un long martyre et, par ses convulsions, par ses cris, par ses révoltes et ses déchirements intérieurs elle troublait le repos de ses voisins et menaçait à chaque instant la paix du monde. Il fallait périodiquement revenir à son chevet et panser les plus inquiétantes de ses blessures. C'était le rôle des chancelleries. Le public était tenu au courant de la maladie par la presse et les rares débats aux divers parlements, mais il était loin de comprendre, surtout en France, l'intérêt majeur des questions soulevées. Les intellectuels seuls savaient le travail lent et difficile qui

incombait aux médecins à qui les instruments de chirurgie et le remède spécifique étaient interdits, parce que la Macédoine était un des membres de l' « Homme Malade » et qu'une intervention énergique risquait de tuer le patient et de contaminer le voisinage.

Or, ce que les plus clairvoyants annonçaient est arrivé: la guerre a éclaté aux Balkans d'abord, puis dans toute l'Europe.

Au chevet de l'Homme Malade, les spécialistes ont cédé la place à d'autres, les diplomates se sont retirés devant les armées en campagne.

En 1915, l'armée serbe, écrasée par le nombre mais non vaincue dans sa volonté de tenir jusqu'au bout, s'est repliée dans la plus atroce des retraites vers le secours tardif que lui portaient ses alliés, et le peuple serbe a connu les souffrances de la domination ennemie luttant toujours et quand même à l'aide de sa fameuse « division verte ».

Alors les poilus de France et ceux des Dardanelles sont arrivés à la rescousse pour relever leurs frères pantelants et l'on a vu le spectacle sublime d'une nation envahie dans ses plus riches provinces par un ennemi qui campait à trois journées de marche de sa capitale, jeter ses soldats par milliers au-delà des mers pour tenter l'impossible: avec un corps expéditionnaire lancé en « enfant perdu », arrêter des armées qui avançaient sous l'aile de la victoire, suivies d'un matériel immense qu'entretenaient toujours des arsenaux prochains.

Et le miracle s'accomplit: l'ennemi s'arrêta, dé-

concerté. Pendant trois ans, il fut tenu en échec d'abord, puis repoussé petit à petit, malgré les fatigues, les combats, la maladie et la nostalgie du pays natal. Les plaines du Vardar et les montagnes macédoniennes sont devenues familières au paysan de France, il n'a ménagé ni son sang, ni sa peine et les petites croix serrées des cimetières sont les immortels témoins de son effort de Salonique au lac Doiran, de la Tcherna au Devoli. Mais il savait ce qu'il allait faire dans ce pays lointain; combattre l'Allemand en Macédoine, c'était encore combattre pour la libération du territoire français, pour la délivrance de l'Alsace et de la Lorraine; là où est le drapeau, là est la France.

Le soldat français s'est familiarisé avec les peuples si divers de cet Orient si proche et qu'il ignorait cependant. La marche en avant qui lui a fait connaître la péninsule tout entière au moment où la paix resplendissait à l'horizon a rendu plus nettes les fins politiques pour lesquelles il s'était battu. Ce pays qui, depuis trois années est le sien, que deviendra-t-il quand il l'aura quitté dans l'enivrement d'une permission si longtemps attendue?

Mais pourquoi le quitterait-il à jamais? Pourquoi donc ce drapeau tricolore, rageusement planté au golfe de Salonique et puis soudain envolé à travers ces pays où s'évoquent dans la brume matinale les conquérants anciens, pourquoi notre drapeau ne laisserait-il pas un peu de son ombre de paix sur cette terre arrosée de notre sang?

Cette question est angoissante, après avoir eu la

nostalgie de son pays, le Français a la nostalgie du pays qu'il a défendu et délivré. Cette chose qu'il a sauvée est un peu sa chose à lui, c'est pourquoi cette question de Macédoine est une question française, il ne faut pas craindre de le dire, nos soldats nous ont donné le droit à la parole. La France doit dire sa pensée sur la question de Macédoine, sa pensée de justice et de liberté : paix aux peuples laborieux et liberté à ceux qui ont connu le joug de l'oppresseur.

Puisque les destinées de ce pays sont de nouveau débattues autour du tapis vert des conférences internationales, alors qu'on les avait crues fixées après l'héroïque percée de 1918, il faut que la grande voix de la France se produise devant le monde pour que des hommes ne soient pas partagés comme un « troupeau de moutons » au gré de nations aux appétits grossissants à mesure que l'ennemi fuyait. Les jeunes peuples de la Yougo-Slavie attendent de la France qu'elle indique où est le droit et la France ne saurait être sectaire sans renoncer à la place prestigieuse où l'héroïsme de ses soldats l'a placée.

Mais le droit est de nature complexe. Pour parvenir à se faire une idée à peu près exacte, affranchie de tout préjugé et de toute influence étrangère, il faut peser en sa conscience tous les éléments du débat. Quels sont les compétiteurs autour de cette Macédoine ? Derrière eux, quelles sont les nations avides qui les soutiennent et qui les poussent ? D'où viennent aux unes et aux autres ces ambitions ?

Quels sont leurs arguments? Ils nous donnent des raisons géographiques, ethniques, historiques.

Nous sommes donc amené à faire une étude géographique de ce pays, à rechercher quelles sont les races qui l'habitent, quelles sont les langues qu'on y parle et nous nous demanderons à quelle famille appartient l'homme de Macédoine. Nous apprendrons qu'elle a été sa vie dans le passé, quelle misère il a connue sous la domination turque et quels moyens il a employés pour s'en délivrer.

Après avoir exposé les revendications des Etats voisins, nous remonterons aux sources de la crise actuelle: le traité de Berlin, ce traité qui a créé en Orient l'état d'insécurité internationale qui nous a conduit au guet-apens de 1914.

Actuellement, la question de Macédoine est débattue par les grandes puissances. Pour comprendre le jeu diplomatique qui se joue, il est nécessaire de connaître la tradition des diverses chancelleries européennes et de montrer leur point de vue actuel: la connaissance du passé est le meilleur guide pour prévoir l'avenir. Nous nous garderons de toute prédiction, mais nous aurons atteint notre but si nous avons su discerner les solutions les plus conformes à la justice, celles qui assureront aux populations le maximum de prospérité et l'existence la plus heureuse, celles qui feront se joindre à nous, en cas de crise, les peuples d'avenir que nous avons soutenus, celles enfin qui n'auront pas rendu vains les souffrances des camarades qui ont peiné avec nous, le sacrifice suprême de ceux qui dorment là-bas.

CHAPITRE PREMIER

LA MACEDOINE

§ 1. — *Etude géographique de la Macédoine.* — Ses limites ; ses régions naturelles ; ses productions et ses voies de communication.
§ 2. — *Les races et leur histoire.* — Ses anciens habitants ; les invasions ; les Serbes ; les Bulgares ; grandeur et décadence de ces peuples au Moyen-Age ; les Turcs ; le conflit des races.
§ 3. — *La question de la langue macédonienne.*
§ 4. — *Le régime des biens.* — La misère des paysans macédoniens ; l'émigration.

§ 1. — Etude géographique de la Macédoine

Qu'est-ce que la Macédoine ? Dans cette question de Macédoine où tout est complexe, le premier mot lui-même doit nous arrêter. On ne peut s'entendre sur les limites de ce pays. Comme nous le verrons plus loin, c'est un pays de transition entre des Etats nouvellement formés et en voie d'accroissement. Ses limites ethnographiques, linguistiques, politiques ou historiques, sont indéterminées, vagues et flottantes. Chaque parti veut élargir son

influence et pêcher en eau trouble. Les frontières géographiques devraient être plus aisées à fixer puisqu'on est en présence d'un fleuve avec un bassin régulier, entouré de hautes montagnes qui le séparent nettement de tous côtés. Mais là encore, on se heurte aux difficultés créées par les peuples voisins.

« D'après les auteurs bulgares, dit M. Tomitch (1), les frontières de la Macédoine englobent tout les territoires entre la Char-Planina et le Rhodope, la mer Egée et les anciennes frontières de la Serbie, s'étendant même, parfois, jusqu'au delà de Vranje (Jchirkoff: *La Macédoine septentrionale*). En vérité, ils déplacent ses frontières suivant les nécessités du moment.

» Les auteurs grecs, surtout les contemporains, refoulent ces frontières au-delà de Skoplié (Uskub), tandis que les nôtres (les Serbes), n'y font entrer ni Skoplié, ni Vélès, ni Stip, ni Radovichté.

» Il est, en effet, difficile de fixer quelques frontières que ce soient à la Macédoine. La raison principale en est que ce mot même de « Macédoine » était disparu du langage local et n'avait subsisté que dans la littérature, en souvenir d'Alexandre le Grand et de sa Macédoine ».

Plus loin M. Tomitch (2) cite M. Cvijitch, le savant professeur de l'Université de Belgrade, réfu-

---

(1) Svet-Tomitch. La situation géographique de la Macédoine, dans *La Macédoine et les Macédoniens*, p. 73.

(2) Tomitch, *op. cit.*, p. 76.

gié à Paris pendant la guerre de 1914-1918. Après avoir passé en revue les différentes cartes éditées au cours des temps, M. Cvijitch, s'exprime ainsi dans *le Courrier littéraire serbe,* XI, 1904, p. 208-212 : « Sur un grand nombre de ces cartes, la Macédoine ne commence que depuis les régions au sud des provinces serbes de Skoplié et s'étend le long du Vardar jusqu'à Salonique. Elle ne comprend donc, d'après ces sources, que le cours moyen et inférieur du Vardar, les régions autour des grands lacs de l'ouest, s'étendant à l'est jusqu'à la Strouma et même, sur certaines cartes, jusqu'à la Mesta ».

M. Cvijitch, qui n'ose prendre à son compte personnel cette délimitation, semble éviter la question dans son grand ouvrage : *la Péninsule balkanique, géographie humaine.* Amené à étudier les régions naturelles de la péninsule, il distingue (p. 67) une région à laquelle il donne le nom de « Région du Vardar ou Macédoine ». Elle comprend le cours moyen du Vardar et son embouchure. Uskub, Tétovo n'y sont pas compris et font partie de la « Région centrale ou Raska » (royaume de Rascie dans les documents occidentaux). Vélès est à la limite des deux zones.

Nous sommes quelque peu surpris de voir une vallée scindée en deux pour être attribuée à des régions différentes. Que le climat d'Uskub et de Vélès ne soit pas le même que celui de Doiran, c'est vraisemblable, mais que les communications soient plus faciles entre ces villes qu'avec la vallée de la Morava, c'est hors de doute ; les montagnes sépa-

rent les hommes, les cours d'eau les unissent. L'unité nationale se fera bien mieux dans une même vallée que sur un massif montagneux à vallées divergentes.

Il nous semble que M. Iancovici (Roumain) est plus près de la vérité lorsqu'il définit ainsi les limites géographiques de la Macédoine (1) : « Au nord, elles partent de Vranja (2), longent les côtes du Karadag, le défilé de Katchanik, le mont Lubotvan, le mont Char; à l'ouest, la ligne suit les côtes du mont Korab jusqu'aux rives de la Tserna-Drina, descend jusqu'au lac d'Ochrida, pour finir aux côtes sud du mont Gramnos; au sud les côtes d'Orestias se prolongeant par le cours de la Bistritza qui va se verser dans le golfe de Salonique et de là les côtes de la mer Egée jusqu'à l'embouchure de la Mesta; à l'est la frontière est marquée par le cours de la Mesta, le massif des Rhodopes et l'ancienne frontière occidentale de la Bulgarie ».

En somme, la Macédoine comprend l'ancien vilayet de Salonique, une fraction de celui de Monastir, de Kossovo (sandjak d'Uskub). Certains auteurs (3) y ajoutent une partie du vilayet d'Andrinople. Dans l'antiquité Strabon y comprenait même

---

(1) D. Iancovici. *La crise balkanique* 1912-1913, Paris, 1916, p. 20.

(2) Nous aurions préféré lui voir prendre la ligne de partage des eaux entre le Vardar et la Morava, et faire passer la frontière à Koumanovo.

(3) André Chéradame. *La question d'Orient; la Macédoine; le chemin de fer de Bagdad,* p. 341.

tout le pays qui s'étend jusqu'au littoral vis-à-vis de Corcyre (Corfou). Il invoquait en faveur de cette opinion, l'identité d'idiome, de coutumes et de vêtement des populations de ces régions. Si on entend par Macédoine le bassin du Vardar et des fleuves côtiers elle compte environ 3 millions d'habitants.

C'est un pays accidenté où quelques plaines apparaissent dans les vallées et aux embouchures des fleuves. A l'est, elle est constituée par les schistes cristallins et le massif des monts Rhodopes, à l'ouest, par les schistes, les grès, les calcaires du Pinde. C'est dans le Pinde que se trouvent les monts les plus élevés : le Kajmakcalan, 2.525 m. ; le Périster, 2.532 m ; le Jablanica, 2.226 m.

Pour l'étude géographique, il faut distinguer trois régions que nous désignerons par les dénominations suivantes :

1° La région des lacs ;
2° La haute vallée du Vardar ;
3° Les basses vallées du Vardar et de la Strouma.

1° La région des lacs est séparée du Vardar par la chaîne de Nicé et celle de Babuna. A l'est, au pied du Pinde, sur les confins de l'Albanie se trouvent les grands lacs des Balkans, dont les principaux sont : le lac de Prespa (900 mètres d'altitude et 54 mètres de profondeur) et le lac d'Ochrida (286 mètres de profondeur). Ils sont drainés par le Drin et le Devol qui se déversent dans l'Adriatique. Les

hivers sont rudes (1), les chutes de neige et de pluie sont abondantes, il n'est donc pas étonnant de trouver des forêts sur les flancs des massifs montagneux, et des prairies auprès des agglomérations d'hommes, qui se livrent passionnément à l'élevage. Les pâtres montagnards reçoivent en été les troupeaux transhumants qui fuient les côtes arides de l'Adriatique ou les plaines brûlantes du golfe de Salonique. En hiver, au contraire, ils descendent vers la mer pour y chercher la douceur des zéphyrs et les herbes embaumées.

Les hautes vallées fournissent quelques fruits dans les coins les plus privilégiés, mais la principale production du pays consiste en céréales. Les lacs fournissent à l'industrie de la pêche d'abondantes ressources. Les populations apprécient à juste titre les anguilles et les truites du lac d'Ochrida. Les villes principales sont: Prilep, Monastir, Ochrida.

2° La haute vallée du Vardar depuis sa source jusqu'à l'Ovce Polje est formée de plusieurs bassins que séparent des défilés très étroits. Les hauteurs environnantes sont composées de schistes cristallins, parsemés quelquefois d'ilôts de roches éruptives de l'âge tertiaire. Ces bassins sont les restes des anciennes cuvettes des grands lacs aujourd'hui disparus, grâce au travail d'érosion de l'eau qui a percé les cloisons qui les séparaient. Ces

(1) Les températures extrêmes sont de —20° à +45° à l'ombre.

cuvettes sont encore parfois inondées dans la saison des pluies. Les alluvions qui se sont déposées, les dépôts lacustres, ont constitué une terre noire d'une fertilité remarquable. Dans ces polies (champs, vallées) se sont groupés les clans qui, en s'agglomérant ont formé la nation serbe. Le climat est assez froid et les pluies abondantes. Mais il est plus doux en général que celui des grands lacs.

La vallée du Vardar est en communication, au nord, avec la vallée de la Morava et du Danube par le plateau de Koumanovo qui a vu passer tant d'invasions et défiler tant de conquérants. Le célèbre défilé de Katchanitch qui a conduit les Turcs au champ des Merles, à Kossovo, la met en relations avec la vallée de l'Ibar, affluent de la Morava.

Les céréales sont la production principale de ces cantons, mais les lieux abrités fournissent des fruits savoureux d'une conservation facile, les pommes et les poires à couteau. On y rencontre quelques grandes villes : Uskub, l'ancienne capitale de l'Empire serbe de Douchan, Tétovo, Vélès, Istip.

3° Les basses vallées du Vardar et de la Strouma sont formées par un vaste bassin d'effondrement et non par des cuvettes successives. Nous trouvons dans ce pays un type de climat méditerranéen : pas de forêts, des côteaux et des montagnes dénudées, ravinées, sans humus, où la roche apparaît à nu. Trois rivières seulement coulent toute l'année, les autres sont des torrents. On a dû recourir à l'irrigation pour rendre la prospérité à cette contrée assoiffée. Les canaux sont surtout nombreux dans

le bassin de la Meglenitza au nord de Vodena où le sol porte tous les ans deux récoltes et se prête à la culture maraîchère. Les environs de Djevdjeli sont plantés de mûriers pour l'élevage du ver à soie. La vigne est cultivée dans les basses plaines du Vardar, de la Strouma et de leurs affluents. Les marécages côtiers, dans ce climat humide et très chaud entretiennent les fièvres paludéennes à l'état endémique.

Dans cette région se sont élevées des villes florissantes: Salonique, la ville convoitée, le carrefour des routes du passé, de la voie Egnatia, qui amenait les Romains de l'Adriatique, actuellement, le point terminus de la voie ferrée que les Empires centraux avaient poussée jusqu'à la mer Egée. Au nord, on trouve Djevdjeli, à l'ouest Vodena, à l'est Sérès, Cavala.

Au point de vue économique, la Macédoine a été dans l'antiquité un grand centre d'approvisionnement pour les Etats voisins. Elle fournissait à la Grèce des céréales et du bois, mais après plusieurs siècles de domination turque, elle est bien déchue. Le Macédonien est un travailleur endurant, tenace et économe, mais il a été presque réduit en esclavage et il cultive le sol d'après les méthodes les plus primitives; il ne se sert guère de fumier, car les troupeaux vivent au grand air et très peu à l'étable, il ne connait pas l'emploi des engrais, il n'a presque pas de routes pour exploiter les fonds de terre éloignés.

Les céréales qui sont la principale production du

pays suffisaient autrefois largement à nourrir ses habitants, mais les troubles, les révolutions et les guerres qui ont secoué cette terre malheureuse, ont rendu les récoltes incertaines et irrégulières. Depuis 1909, les importations de blé sont passées de 12.000 à 24.000 tonnes, celles de farine de 10.000 à 38.000 tonnes.

L'industrie séricicole était très florissante avant la guerre. La production atteignait environ 2 millions 310.000 kilos de cocons frais, qui cependant n'étaient pas filés dans le pays et qui étaient exportés en France avant 1890; depuis, ils vont à Milan.

La culture du tabac est une richesse pour le pays. En 1911, on en exportait 19 millions de kilos, valant 50 millions de francs, sur une production totale de 66 millions, alors qu'on ne récoltait que 82 millions de céréales et 41 millions d'huiles. On cultive encore le pavot à opium et le coton.

L'industrie pastorale qui est surtout entre les mains des Koutzo-Valaques, alimente un commerce important de laine et fournit la matière première à deux draperies dont l'une est à Salonique, l'autre à Naoussa. Les peaux s'exportent par Salonique où une certaine quantité est tannée sur place (1).

---

(1) On exporte 730.000 peaux d'agneaux, 575.000 de chevreaux, 340.000 de moutons, 330.000 de chèvres, plus 200.000 fourrures de lièvres, plus 20.000 fourrures d'autres animaux.

L'industrie de la tannerie consomme à Salonique 75.000 peaux par an, plus 7.000 à 8.000 balles de cuirs tannés pour la cordonnerie. Avant les guerres balkaniques,

Il faut encore mentionner l'industrie savonnière qui permet de satisfaire les besoins locaux.

Toutes les richesses latentes du sol et du sous-sol sont le plus souvent inconnues ou négligées à cause de l'insuffisance des voies de communication. Le grand centre est Salonique d'où partent quatre voies ferrées : la principale relie ce port à Nich (450 kilomètres) et Belgrade, une autre, à l'ouest, atteint Monastir (218 kil.), une troisième par Larissa (134 kil.) rejoint depuis deux ans le réseau hellénique, et une quatrième, à l'est, par Dedeagatch (444 kil.), se raccorde avec les chemins de fer orientaux qui desservent Constantinople.

Salonique a un port fort bien abrité au fond d'un golfe qui s'enfonce dans les terres de 200 kilomètres. Mais la Société du port, qui est contrôlée par des groupes français, doit veiller à son entretien rendu difficile par l'invasion des limons que charrie le Vardar. Avant 1913, elle avait fait commencer des travaux d'endiguement par une mission d'ingénieurs et géographes français.

Echappé aux convoitises germaniques, le port de

200.000 peaux étaient importées venant d'Algérie, du Maroc, de Madagascar, de Calcutta et surtout de la mer Rouge.

Nous empruntons tous ces renseignements à l'*Avenir économique de la Macédoine*, de M. A. de Tarié, ancien élève de l'Ecole polytechnique, secrétaire de la Chambre de commerce de Lyon. Des comptes rendus ont paru dans différents journaux de juillet et août 1919, notamment dans *l'Information* des 1er et 2 juillet et dans *la Tribune de Genève* du 16 août 1919.

Salonique peut devenir un des premiers de la Méditerranée, lorsque la Macédoine aura recouvré son antique prospérité.

§ 2. — Les races et leur histoire

Ce pays fut primitivement habité par les Pélasges qui précédèrent les Grecs, et dont les Albanais seraient les descendants. Ils étaient venus par l'Asie-Mineure et la mer. Après la brillante époque de Philippe et l'épopée d'Alexandre à travers les villes de l'Asie, les premiers conquérants vraiment puissants, furent les Romains. Ils ont laissé quelques noms de lieux, mais pas de traces ethniques. Il faut dire cependant que la langue latine fut longtemps parlée dans les Balkans.

La Macédoine ne fut pas épargnée par les nations barbares. Les premiers d'entre eux, les Goths franchirent le Danube en l'an 376; leur chef, Alaric, les mena en Grèce à travers les terres de Macédoine dont les populations épouvantées se réfugièrent dans les montagnes. Mais ce flot de nomades, qui avait été poussé lui-même par d'autres hordes errantes, ne fit que passer dans la péninsule sans laisser de traces.

Il n'en fut pas de même de leurs successeurs. Dès la fin du v[e] siècle, les Slaves, les Yougo-Slaves d'aujourd'hui (c'est-à-dire Slaves du Sud) apparaissent et occupent le sud de l'Europe orientale.

Qui étaient-ils? D'où venaient-ils?

Un fait est certain : c'est qu'ils appartiennent à la grande famille aryenne ou indo-européenne. Ils se rattachent au rameau germano-letto-slave dont les Germains s'étaient déjà détachés depuis de longs siècles. Ils vivaient dans la région du Don, du Dniéper et de la Vistule. Ils pénétrèrent d'abord dans l'Empire par infiltration sourde, par endosmose, comme colons, auxiliaires ou esclaves avant d'y entrer en conquérants : beaucoup des généraux de Justinien étaient Slaves. Après le départ des Goths pour l'Italie, les Slaves submergèrent les Balkans et pendant un siècle et demi, ils ravagèrent la Thrace, la Macédoine, la Thessalie et l'Epire ; ils s'assimilèrent ou refoulèrent la population indigène. Ils furent nombreux en Grèce, dans la Béotie, l'Attique et le Péloponèse ; ils semèrent la terreur de leurs cheveux fauves jusque dans les îles de l'Archipel et sur les côtes de l'Asie-Mineure. Au nord, ils avaient déjà débordé la Germanie et atteint l'Elbe. Selon Procope, ils vivaient en démocratie, et « n'étaient pas soumis à un seul homme » ; ils vivaient en communautés familiales, n'ayant aucun bien en propre, tout appartenant à l'association, personne n'étant ni riche ni pauvre, à tel point paraît-il, que la langue elle-même ne connaissait pas, en ce temps-là, les expressions qui traduisent l'idée de propriété individuelle.

Cependant ces peuples qui n'obéissaient à aucun mortel adoraient des dieux : les forces de la nature : le ciel, la lumière, le feu, le tonnerre, les tempêtes.

Avec l'invasion slave, le courant de migration

qui poussait les hommes de l'est vers l'ouest n'était pas encore entièrement arrêté. A la fin du VII^e^ siècle se présenta, sur la rive gauche du Danube, une tribu d'origine touranienne, ouralo-altaïque, apparentée par conséquent à la masse des peuples de même famille: Huns, Avares, Petchenègues, Khazars, Kumans, Hongrois, Ouzes, Magyars, Tatars qui ont ravagé l'Europe méridionale: ce sont les Bulgares. Ils venaient du pays situé entre la Volga et l'Oural, où leur « grande ville » Bolgary évoquait le nom de leur race. Quelques-uns des leurs avaient déjà franchi les frontières de l'Empire en 534.

En 659 et 660, ces nomades de race finnoise envahirent les Balkans ne laissant à l'Empire qu'une étroite bande de côtes sur la mer, en Thrace et en Macédoine. Ils menacèrent Constantinople et Salonique.

Ainsi, sur le même champ d'action, se trouvèrent superposées deux races absolument différentes, les Slaves indo-européens et les Bulgares touraniens; sur le sol même de l'Europe étaient en conflit la race blanche et la race jaune.

Les Slaves étaient des hommes grands et forts, le teint coloré, les cheveux très blonds, courageux, entreprenants, prompts à la colère, peuple agricole avant tout qui n'avait abandonné ses terres que contraint par la guerre. Ils étaient impassibles devant la douleur et l'effort, mais amoureux quand même de la poésie et supportant mal la discipline

et l'autorité, démocrates d'instinct et de tempérament.

Les Bulgares, au contraire, étaient de taille plus petite, trapus et solidement musclés, Leurs cheveux leurs moustaches et leurs yeux étaient noirs et brillants, leur teint mat et foncé, les pommettes saillantes, très fortes, les yeux souvent rapprochés et enfoncés sous l'arcade sourcilière. Leur aspect physique annonçait des hommes énergiques, rudes, autoritaires, peu familiers. Tel était leur caractère. Les chefs bulgares, les Khans étaient des monarques absolus, éloignés de leurs sujets par une étiquette orientale très sévère, ayant une armée fortement disciplinée. Les Bulgares étaient plutôt des combattants que des agriculteurs, ils n'avaient pas de communautés familiales.

Malgré des caractères aussi dissemblables, la fusion des races se fit mieux qu'on n'aurait pu l'espérer. Les Bulgares vainqueurs prirent la direction de l'Etat, les Slaves dociles se courbèrent pour un temps sous leurs lois. Mais peu à peu les conquérants subirent la force civilisatrice et le charme de la culture hellénique à laquelle les vaincus s'étaient déjà formés. Ils acceptèrent leurs mœurs, apprirent leur langue et oublièrent celle de leurs pères, à tel point qu'on ne les vit plus employer de termes d'origine finno-touranienne : seul le nom de Bulgares resta pour désigner le nouveau peuple né de la fusion. Peuples d'humeur nomade, ils se fixèrent sur le sol et pratiquèrent l'agriculture. Enfin, chose qui s'explique par l'indifférence théologique,

innée chez les Touraniens, vainqueurs et vaincus se mirent à adorer le même dieu.

En effet, à la fin du IXe siècle, les frères Cyrille et Méthode, les apôtres slaves, non seulement prêchèrent le christianisme chez tous les peuples de leur race, mais encore fondèrent la langue et la littérature slaves et créèrent un alphabet particulier, œuvre grandiose dont on ressent encore, mille ans après, l'influence dans la littérature religieuse bulgare, serbe et russe. Etrange contradiction des choses! Cette première création du panslavisme a vu le jour en Macédoine; elle a été élaborée et parachevée par deux hommes nés à Salonique, où cette langue universelle a puisé ses éléments, et ce pays qui devrait être le plus uni et le plus homogène puisqu'il est le sanctuaire de la religion et de la littérature, présente, au contraire, le plus grand chaos de peuples qu'il soit possible de trouver en Europe.

Cet essai d'unification des peuples slaves par un système théocratique, quelque important qu'ait été son résultat, n'atteignit pas son but. Les Slaves ne tardèrent pas à se différencier les uns des autres par leurs lois, leurs mœurs, leurs coutumes et leur langue unique se divisa en dialectes divers. Il faut arriver à l'époque contemporaine pour voir s'épanouir la renaissance de ces populations qui ont encore conservé le sentiment vague de leur communauté d'origine: Slovènes ou Yougo-Slaves: Serbes, Croates, Bulgares slavisés; Russes: Russes Blancs, Petits Russes, Ruthènes, Grands Russes; Polonais, Tchèques, Moraves, Slovaques, etc.

Après la conversion de Boris au christianisme, un grand avenir était destiné aux Bulgares. Le tzar Siméon, son fils, le Charlemagne bulgare porta les limites de son Empire au cœur de la Hongrie et de la Valachie. Au sud, il fut sur le point d'enlever Constantinople, il régna sur la péninsule des Balkans presque tout entière; les Serbes reconnurent sa souveraineté. Tels sont les titres historiques que les descendants actuels invoquent en faveur d'une grande Bulgarie.

Il faut ajouter que cette expansion ne fut pas de longue durée. Au point de vue macédonien, en comptant largement, la vallée du Vardar, ne fut dominée que de 914 à 1018. Cette croissance rapide avait quelque chose de fièvreux et de factice. Le despotisme des nouveaux maîtres provoqua l'écroulement de l'édifice: les querelles religieuses divisèrent les populations tiraillées entre Rome et Constantinople. Peu à peu l'église grecque se détachait du rite romain, quoique la rupture définive n'ait eu lieu qu'en 1054.

La diplomatie byzantine appela à son secours d'affreux barbares vivant sous la tente en nomades, les Petchénègues, de race turque, qui erraient entre Danube et Dniéper. Avec les Hongrois de Dacie, ils ravagèrent la Thrace et la Macédoine, semant la terreur chez les peuples mêmes qu'ils venaient protéger. En 1018, la Bulgarie tout entière était domptée; elle avait longtemps hésité entre Rome et Constantinople, enfin elle avait accepté un archevêque du patriarche grec, à condition qu'il reconnaisse

son autonomie religieuse. Ainsi, il ne lui restait plus que son indépendance religieuse et sa capitale Ochrida, en Macédoine, qui resta le centre de son église. Ce n'est qu'après un siècle et demi d'effacement que l'Empire bulgare se relèvera.

Entre temps, les Serbes de Rascie s'agitaient, cherchaient à Rome leur appui contre les Byzantins à qui ils faisaient une guerre de montagnes. Ils profitèrent de la prise de Constantinople par les Croisés (1204) qui favorisait les tendances autonomistes. Thessalonique (Salonique) eût un sort assez indécis. Baudouin, comte de Flandre, qui avait été oint et couronné empereur à Sainte-Sophie par le légat du pape (16 mai), la disputait à Boniface de Montferrat, marquis de Piémont qui avait aspiré à la pourpre impériale, et qui était devenu à la suite du partage, roi de Thessalonique. En plus de ces querelles entre eux, les nouveaux venus étaient troublés par les efforts des anciens maîtres qu'ils avaient chassés et qui, avec l'appui des Bulgares et des Slaves, venaient assiéger la ville.

Au milieu de ces luttes les Serbes firent reconnaître l'indépendance de leur église par le patriarche grec et saint Sava en fut le premier archevêque à Oujitsa (1221). Cet événement religieux est d'une importance capitale et ses effets survivront aux mouvements politiques.

Après la chute de l'Empire latin, un roi de Serbie, Ouroch le Grand, épousa une Française, la princesse Hellène, parente des Anjou de Naples. Allié au roi de Naples, son successeur Miloutine

descendit la vallée de la Strouma et occupa Sérès et Cavala (1282-1283) : c'est le premier établissement des Serbes sur la mer Egée. Peu après, il atteignit les lacs d'Ochrida et de Prespa et l'Albanie septentrionale. Il faut remarquer que, pendant cette période de conquêtes, la Serbie maintint une alliance étroite avec la Bulgarie déchue.

Avec Stéphane Douchan (1331-1355), le Charlemagne de la Serbie, la puissance de ce pays est portée à son apogée. Il réprima les velléités d'indépendance des Slaves de la Macédoine orientale ; il fit sacrer patriarche l'archevêque serbe par lequel il se fit ensuite couronner empereur à Uskub le jour de Pâques, 16 avril 1346. Il promulgua le Code qui porte son nom, entretint une cour fastueuse. Il mourut au moment où il préparait une dernière attaque contre Constantinople. Seule cette ville et Salonique lui avaient résisté, car il n'était pas maître de la mer.

Dix ans après sa mort, son empire se désagrégea ; le gouverneur de Macédoine, Voukachine se proclama roi de Serbie (1366) et régna sur les provinces du sud ; il organisa la résistance contre les Turcs de Mourad I^er^ qui avaient pris pied en Thrace ; mais il fut mis en déroute sur les bords de la Maritza (26 septembre 1371) et dut abandonner la Macédoine, avec Monastir, Prilep, Istip. Ce fut ensuite le tour des Serbes du nord à subir un nouveau désasatre. Le prince Lazare, élu tzar en 1375, fut battu à Kossovo, au « champ des Merles » le 15 juin 1389. Lazare et Mourad tombèrent tous les

deux ce jour-là et devinrent des héros de légende, Lazare surtout qui personnifie toujours le patriotisme serbe.

Le sultan Bajazet obligea les Serbes à combattre dans l'armée turque et, sept ans après, à Nicopolis, le 25 septembre 1396, ce furent les troupes infortunées de Stéphane Lazarévitch qui contribuèrent à la défaite de la croisade contre les infidèles. Ces troupes combattirent aussi avec les Turcs contre Timour, cependant que leurs champs de Macédoine étaient tour à tour la proie des Turcs, des Grecs et des Vénitiens.

Après la chute de Constantinople, la poussée ottomane devint plus violente vers le nord. Prisren, Semendria tombèrent, la Bosnie fut occupée, Belgrade fut prise en 1521.

L'histoire des chrétiens des Balkans subjugués par les Turcs s'obscurcit pendant quelques siècles. Ce n'est qu'au XIX^e^ siècle que la renaissance apparaît.

Il n'est pas dans notre intention d'étudier la marche de cette émancipation. Si nous avons tenu à exposer à grands traits l'origine des races et l'histoire des anciennes populations, c'est pour éclairer le problème macédonien où les types humains les plus divers entrent en jeu et dans lequel les Etats intéressés invoquent l'histoire, la légende, la littérature, la législation, les coutumes, la grammaire et l'ethnographie.

En dehors des Serbes et des Bulgares, il y a d'autres types humains qui ont joué un rôle en Ma-

cédoine et que l'on y trouve encore : des Turcs, des Grecs, des Roumains, des Albanais, des Juifs.

Les Turcs sont originaires des régions du Turkestan actuel. Comme les Bulgares ils sont de race touranienne, cette race au visage osseux, rectangulaire, avec des arêtes vives au front, empâté, charnu et comme bouffi à la face, sec, pointu, triangulaire au menton ; les cheveux sont noirs et lisses, la peau mate, terne, l'œil noir, brillant, le cou épais, le tronc massif, l'aspect trapu.

Ils portaient avec eux l'esprit de hiérarchie et de discipline commun aux races asiatiques. Ils punissaient la désobéissance et le complot de la peine de mort, se faisaient gloire de mourir sur le champ de bataille. On confond souvent chez les Turcs la race et la religion. Or, ils n'ont pas toujours été mahométans. Ils n'ont jamais été un peuple religieux : « La religion la plus sympathique à leur flegme est bien certainement le boudhisme, dit M. Léon Cahun (1). Ils sont boudhistes, naturellement, par tournure d'esprit, par tempérament, sans effort. Le boudhisme est le seul élément religieux dans lequel ils se meuvent avec aisance, dans l'islamisme, ils sont gauches et empruntés ».

Ils ont d'abord adoré les éléments, surtout le fer « timour » avec lequel on fait la guerre. Dès le IV^e^ siècle, le christianisme s'est propagé chez les Turcs, mais les conquêtes arabes les ont tournés vers l'Islam. Enrôlés dans les rangs de l'armée, ils ont cru

(1) Lavisse et Rambaud. *Histoire générale,* t. II, p. 896.

de leur devoir militaire d'épouser les croyances de leur chef.

Les Turcs sont actuellement nombreux le long de la rive gauche du Vardar, depuis le golfe d'Orphano jusqu'à Uskub; un ilôt se trouve encore entre le lac d'Ostrovo et la Bistrica. « Dans la Macédoine orientale, dit M. Cvijitch (1), entre Sérès et Drama, existe une population de Turcs orthodoxes (4.500 habitants), adhérents du patriarchat grec; ces Turcs possèdent des écoles grecques et parlent souvent turc et grec. Leur centre est la bourgade de Ziljahovo (2.800 habitants) ».

Comme on le voit, les Turcs habitent les terres les plus fertiles: ce qui n'est pas étonnant. Ces vainqueurs d'hier avaient pris les meilleures places et, devant la reconquête slave, sachant que la loi nouvelle ne favorisera plus leurs exactions, ils commencent à vendre leurs biens et à reprendre le chemin de l'Asie.

Les Grecs n'ont pas changé d'habitat depuis une époque historique fort reculée, mais ils ont subi des influences diverses et leur sang s'est mélangé tour à tour à celui des colons romains et des Slaves qu'ils ont absorbés. Les Grecs sont surtout nombreux le long des côtes, dans le golfe de Salonique, l'embouchure du Vardar, la Chalcidique, l'embouchure de la Strouma. Dans l'intérieur, au contraire, ce peuple de navigateurs ne forme que des ilôts isolés. A

---

(1) Cvijié. *La Péninsule balkanique*, p. 158.

Salonique, vers 1900, ils formaient déjà une colonie d'environ 30.000 personnes.

Les Roumains des Balkans appelés Tsintsares ou Valaques, forment en Macédoine un ilôt séparé de la mère patrie. L'évaluation de leur nombre varie entre 150.000, chiffre donné par M. Cvijitch (*op. cit.*, p. 162) et 1.200.000, chiffre donné par un auteur roumain M. Bolintineau. Ils habitent surtout dans le massif du Pinde, où ils sont les pasteurs des troupeaux transhumants.

C'est une population pauvre qui ne s'adonne pas à l'agriculture. Elle est en voie de disparition progressive. A la fin du XVIII^e^ siècle, elle était beaucoup plus nombreuse; beaucoup de Valaques sont slavisés ou grécisés. Ce sont des descendants des anciens colons de Trajan, latins d'origine quoique pratiquant la religion grecque.

Les Albanais ou Arnautes (en langue turque) sont les rois des montagnes. Ce sont les descendants des anciens Pélasges, dont les Grecs n'étaient qu'un rameau établi vers le sud. Avec les phalanges d'Alexandre, ils ont foulé le sol des vieux empires de l'Asie. M. le docteur Vladan Georgevitch, ancien président du Conseil des ministres de Serbie, fait les remarques suivantes sur le type albanais (1) : « Le type arnaute est maigre et petit, il y a en lui quelque chose du tzigane, du phénicien. Et les Albanais ne rappellent pas seulement les

(1) D^r^ Vladan Georgevitch. *Les Albanais et les grandes puissances*, p. 8.

Phéniciens mais aussi les hommes primitifs qui dormaient sur les arbres auxquels ils se tenaient par leur queue. Durant les siècles qui suivirent où les hommes ne se servaient plus de leur queue, celle-ci se rabougrit tellement que les hommes d'aujourd'hui n'en ont plus qu'un petit reste dans les osselets de l'ischion. Parmi les Albanais seuls, il paraît y avoir eu encore des hommes à queue au IX^e^ siècle. M. v. Hahn (*Albanesische-Studien,* p. 63), dit: « Il y en a de deux sortes, les uns avec des queues de chèvre, les autres avec de petites queues de cheval. Ceux qui en sont munis sont des hommes très robustes et particulièrement fortement bâtis; ce sont aussi d'excellents piétons. Il y a quelques années un pareil homme mourut, qui avait parcouru en un jour des espaces fabuleux. Pour de certaines besognes, il était obligé de prendre en mains sa queue pour ne pas la salir ».

Quoi qu'il en soit, on sait peu de choses de ces anciens peuples illyriens quasi indépendants. Ces tribus furent en général slavisées au Moyen-Age, seuls les Albanais demeurèrent inviolés dans leurs montagnes. Cependant ils adoptèrent en majorité la religion musulmane bien qu'il y ait encore parmi eux des orthodoxes et des catholiques. Ces néophytes devinrent de farouches défenseurs du régime turc et les oppresseurs les plus redoutés des populations chrétiennes.

Ils n'occupent pas un territoire nettement déterminé; dans le nord surtout, dans la région comprise entre Scutari, Tirana, Mitrovitza et Uskub, ils sont

fortement mêlés de Slaves. Ils ont à leur disposition un large littoral sur l'Adriatique, mais ils n'en profitent pas et ne sont ni marins, ni pêcheurs. Ils sont très peu agriculteurs, se livrent surtout à l'élevage, mais ils vivent aussi de leur rôle politique, soit comme brigands, soit comme gendarmes, métiers qui là-bas ne sont pas aussi contradictoires qu'on pourrait le penser.

Il y a encore en Macédoine des colonies juives importantes, mais sans lien entre elles à cause de leurs origines différentes: israélites espagnols ou portugais fuyant l'inquisition après Philippe II, Allemands ou Galiciens qui se sont mis à l'abri sous l'indifférence turque. Ils sont surtout fixés à Salonique où ils ont largement prospéré et où on en compte environ 80.000, c'est-à-dire les deux tiers de la population.

§ 3. — La question de la langue macédonienne

Comme nous venons de le voir, la Macédoine est un pays où se trouvent mélangées toutes les races des Balkans, c'est une sorte de résumé de la péninsule. Cependant les habitants n'y parlent pas des langues différentes et n'est pas une tour de Babel. Les Turcs ont bien leur langue à part, de même que les Grecs, mais la grande majorité use d'un parler intermédiaire entre le serbe et le bulgare, ce qui est une cause de dispute entre les deux pays voisins, chacun revendiquant le Macédonien comme son

frère. Les deux partis invoquent l'argument philologique et on ne peut nier que c'est un des plus sérieux. Pour savoir si le langage macédonien se rapproche du serbe ou du bulgare, analysons, avec M. Lamouche (1), le parler macédonien.

Disons d'abord que l'influence de la langue turque est très faible et qu'elle n'a fait qu'enrichir le vocabulaire. Nous avons vu que les premiers monuments de la langue slave sont ceux des apôtres saints Cyrille et Méthodè, originaires de Salonique : il est probable qu'ils ont puisé en Macédoine les éléments de leur rénovation linguistique.

D'après M. Lamouche, les traits caractéristiques par lesquelles ces langues diffèrent, doivent être cherchés dans le vocalisme et la grammaire. Au point de vue du vocalisme, le conflit d'attribution à l'un ou l'autre idiome est à peu près insoluble, car les sous-dialectes macédoniens penchent tantôt dan un sens, tantôt dans l'autre.

Au point de vue de la grammaire, le macédonien se rapproche du bulgare : comme lui, il emploie l'article. L'influence bulgare est prédominante, même dans les dialectes parlés dans les cantons les plus rapprochés de la vieille Serbie, comme ceux de Prilep et de Dibra.

---

(1) Lamouche. *La péninsule balkanique,* 1899, p. 261 sq. M. le colonel Lamouche, qui a fait éditer dans cet ouvrage les conférences faites à l'Université de Montpellier, est devenu depuis instructeur de la gendarmerie en Macédoine. Ses idées n'ont pas varié. V. du même auteur : *La question macédonienne et la paix,* dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 juin 1919.

Il en est de même pour la déclinaison. Les langues slaves connaissent une déclinaison à sept cas, le serbe notamment. Le bulgare seul les a éliminés et n'a conservé que le vocatif, avec quelques survivances de datif et d'accusatif. Il supplée à ces désinences perdues par l'emploi de prépositions, comme en français. Or, le macédonien, ici encore, suit les mêmes règles que le bulgare oriental. Le datif est quelquefois employé dans les poésies populaires, mais il faut ajouter qu'il en est de même dans la Bulgarie proprement dite (1).

En résumé, les dialectes macédoniens paraissent être plus près de la langue bulgare que de la langue serbe.

Il faut ajouter que la littérature serbe a un long passé, qu'elle brillait d'un vif éclat à Raguse au xv[e] siècle, que dès 1493, il y avait une imprimerie slave au Monténégro, tandis que la littérature bulgare, la dernière venue de l'Europe, ne date que de 1824.

---

(1) Au point de vue de la conjugaison, la question est plus complexe. Il n'y a dans le serbe et le bulgare que quatre temps simples. Le serbe termine la première personne du présent de l'indicatif en m ; cette terminaison est rare dans le bulgare oriental. La région de Sofia et la Macédoine suivent la règle serbe. La conjugaison slavone terminait par un *t* les troisièmes personnes du singulier et du pluriel de l'indicatif présent. Le macédonien a conservé cette règle. Le bulgare a abandonné le *t* du pluriel, le serbe les a perdus tous les deux ; le macédonien est ici plus près du bulgare que du serbe. On fait encore la même remarque dans la conjugaison du verbe vouloir.

Ainsi, la langue, quoique ayant subi plus fortement l'influence de l'est, s'est adaptée au pays, a formé une transition entre Sofia et Belgrade. Il est permis de dire qu'il y a ou qu'il peut y avoir un jour une langue macédonienne. Mais ce qui fait une nation, c'est surtout la volonté manifestée par les hommes de vivre ensemble et de suivre les mêmes destinées. En Macédoine, la conscience nationale qui a longtemps été obscurcie par le régime turc a semblé se réveiller au début de ce siècle par le sentiment de la souffrance en commun et par la résolution unanime de se soulever contre la souveraineté des Turcs et contre l'odieux régime agraire qu'ils avaient imposé aux paysans.

§ 4. — Le régime des biens

Avant l'invasion turque, la terre appartenait au souverain, à l'église, au clergé et à la noblesse. Les Turcs ne modifièrent pas ce régime, mais s'approprièrent les biens des vaincus qui ne se convertissaient pas à l'islamisme. Le nouveau propriétaire s'appelait spahi, bey ou beg, le domaine reçut le nom de tchiflik, le colon celui de tchifligar. C'est ce régime qui a duré jusqu'à nos jours et qui dure encore dans les régions récemment libérées.

Cette servitude des populations chrétiennes était particulièrement dure ; elle était fréquente dans la vallée du Vardar, où la principale richesse vient de la terre, et ceci explique en partie pourquoi ces ré-

gions ont été libérées les dernières. La Tchernagore, au contraire, qui avait échappé à cette oppression, eût plus de liberté pour secouer le joug des Musulmans, et le système de la Zadrouga qui n'avait pas disparu put se renforcer et devenir un instrument d'émancipation.

Au point de vue juridique, les cultivateurs se divisent en trois catégories :

1° Propriétaires ;

2° Tchifligars (sorte de fermiers à colonat partiaire) ;

3° Travailleurs de terre ou domestiques.

Le système du colonat partiaire fut entre les mains des propriétaires turcs un moyen de domination et d'oppression des chrétiens, car non seulement ils imposèrent leurs volontés dans le contrat de travail, mais encore ils abusèrent des clauses qui y étaient contenues. Le bey divisait sa terre en autant de lots qu'il y avait de familles tchifliks, il les casait dans leur portion, leur fournissait le logement et les semences. Tous les frais et impôts payés, le bey percevait environ le quart des récoltes, mais le plus souvent par menaces et par violence, il s'emparait de la plus grande partie du produit. Il dirigeait le mode d'exploitation, vendait les fruits à son gré, le colon devait lui fournir le bois de chauffage, travailler à son service personnel, gratuitement, dix jours par an, il devait entretenir à ses frais le garde champêtre (poliak) qui le surveillait.

Le résultat de ce régime fut l'endettement pro-

gressif des paysans vis-à-vis de leurs propriétaires qui les tinrent dans une sorte d'esclavage.

D'autre part, les impôts étaient trop lourds; les taxes extraordinaires se multipliaient et consistaient surtout en « secours volontaires » pour l'entretien de l'armée: elles n'avaient de volontaires que le nom. Les chrétiens, en compensation du service militaire dont ils étaient dispensés, étaient seuls à payer ces impôts dont le taux s'élevait parfois à 40 % du revenu. Ils étaient fréquemment obligés d'hypothéquer leur terre et finalement de la vendre, ou encore de céder à bas prix une partie de leur bétail pour sauver l'autre des mains du fisc. Il faut encore tenir compte de l'insécurité publique, des taxes que le paysan était obligé de payer aux brigands. La ruine du tchifligar était telle qu'il n'avait aucune espérance de s'émanciper par une voie pacifique. En octobre 1902, la révolte prit la forme d'un massacre, d'une Saint-Barthélemy de percepteurs de dîmes.

La situation des travailleurs libres était encore moins enviable, c'étaient des parias. La liberté n'était pour eux qu'un vain mot. Ils ne pouvaient pas même devenir colons partiaires, car ils ne possédaient pas de bétail. Parmi ceux qui étaient renvoyés par leur maître se recrutaient les mendiants et tous les vagabonds en quête d'une place.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'on ait pu compter en moyenne deux mille assassinats par an. C'est en quelque sorte le régime du

bon plaisir du bey, régime de l'autorité absolue tempérée par l'assassinat.

Les voies ferrées devaient être gardées militairement. Le pays autrefois fertile est actuellement désolé et les terres noires des plaines sont le plus souvent en friche. De la Macédoine Rome tirait de prodigieuses richesses; elle faisait l'admiration des croisés au moyen âge et aujourd'hui elle est en proie à la désolation et à la stérilité. Les troupeaux ont arraché les dernières touffes d'herbes, les forêts ont disparu, les torrents ont comblé les ports, la malédiction s'est abattue sur ces lieux où le Turc est passé. Le paludisme a envahi la plaine de Salonique, et notre armée d'Orient lui a payé un large tribut. Déjà, en temps de paix, les troupes turques y laissaient tous les ans un vingtième de leurs effectifs et, en 1910, deux bataillons de Kotchana ont perdu 70 % de leur effectif. Assainir le pays, le mettre en culture, telle est une des réformes les plus pressantes. Au lieu d'envoyer des gendarmes, l'Europe aurait mieux fait d'envoyer des législateurs et des ingénieurs: avec la prospérité, la pacification serait venue.

La question macédonienne n'est pas seulement une question de nationalités, mais peut-être avant tout une question sociale, et le problème y devient singulièrement compliqué. Le régime de la propriété y est défectueux et le demi-esclavage dans lequel se trouvent les paysans macédoniens impose une solution rapide, en dépit des conflits internationaux qui peuvent surgir. Il ne suffit pas d'attribuer

le pays à tel ou tel Etat, il faut, surtout et avant tout, libérer les paysans, émanciper les être humains qui sont dans la souffrance.

Les Macédoniens n'ont pas attendu l'intervention de l'Europe pour chercher le remède à leur situation. Indépendamment des troubles qui ont toujours éclaté dans la province, ils se sont mis en route pour des pays plus hospitaliers. Les migrations ont été nombreuses dans la péninsule elle-même, mais il est un fait digne d'attirer encore plus l'attention, c'est le mouvement d'émigration dans l'Amérique du Nord qui a pris naissance en 1901.

Les Macédoniens avaient l'habitude d'aller travailler chaque hiver à Constantinople. De même, après la libération de la Serbie, des tchifligars émigrèrent par familles entières vers la Serbie moravienne. En 1901 quelques paysans des environs de Florina allèrent chercher fortune en Amérique. A l'annonce de leurs succès, leurs parents et leurs amis les imitèrent, si bien qu'en la seule année 1906 on compta 5.000 départs. Ils allaient surtout aux Etats-Unis, presque tous à Granite City près de Saint-Louis, quelques-uns allaient au Texas (1.000), d'autres au Canada (10.000), 250 ont poussé jusqu'à San Francisco. En 1906, pour la première fois, un quart environ des émigrants, est allé à Buenos-Ayres. On calcule que, de 1901 à 1906, 75.000 personnes, dont les trois quarts sont des Slaves, ont quitté la Macédoine.

A Granite City les émigrés sont au nombre de 23.000, ils travaillent dans les usines et dans les

mines, contents d'un morceau de pain et d'un piment rouge. Au bout de quelques années ils reviennent pour se marier puis repartent et, lorsqu'ils ont amassé un pécule suffisant, ils rentrent définitivement chez eux (au bout de dix ans en général) et achètent une terre avec une maison.

Depuis l'occupation du pays par les Grecs et les Serbes cette émigration paraît enrayée.

CHAPITRE II

LA MACEDOINE ET SES VOISINS

§ 1. L'Islam et les Macédoniens. — § 2. Le point de vue serbe. — § 3. Le point de vue bulgare. — § 4. Le point de vue grec. § 5. Le point de vue roumain.

La Macédoine est un pays pauvre et peu peuplé. Mais elle a de grandes possibilités de richesses et un bel avenir s'ouvre à qui voudra lui donner un régime libéral et la doter des voies de communications et des instruments de travail nécessaires à sa prospérité. Ses terres peuvent retrouver leur antique fécondité et elle peut devenir le grenier de la nation qui pourra mettre la main sur elle. C'est pourquoi elle excite les âpres convoitises des Etats voisins et les rivalités des grandes puissances.

§ 1. — L'Islam et les Macédoniens

Examinons d'abord l'état d'esprit des maîtres d'hier, les Turcs, et exposons leur politique macédonienne.

Ils avaient conquis le pays et lui avaient imposé un régime féodal oppressif. Ils n'avaient pas de revendications à présenter, étant propriétaires; leur politique était toute défensive. Ils reprochaient à l'Europe d'avoir créé la question macédonienne en favorisant l'émancipation des chrétiens des Balkans et en diminuant, par ses interventions successives, l'autorité de l'Islam sur les races vaincues. Ils admettaient parfaitement que la France intervienne en Espagne, sous la Restauration, au nom de la Sainte-Alliance, mais ils ne s'expliquaient pas sa présence à Navarin. Le droit de conquête, tel est le fondement du système turc. La province est une propriété qui doit rapporter le plus de jouissance possible au propriétaire turc; la population indigène n'a aucun droit, elle n'a que des obligations. « Le principe fondamental de cette société fondée sur la conquête, dit M. Victor Bérard (1), est que, seul, le conquérant, le Turc de race, a droit aux biens de ce monde, à la vie matérielle, au pain quotidien ». Cette politique a été appelée la politique de la « Mangerie » par des voyageurs français du XVII^e^ et XVIII^e^ siècles (Belon, Tournefort, Paul Lucas). Les mangeurs, ce sont avec les beys, les fonctionnaires envoyés de Constantinople. Mais ils ont mangé gloutonnement, et sans ménagement, ils ont tari la source de richesse, ils ont appauvri une des plus opulentes régions du monde, ils ont forcé à l'émigration les peuples primitifs. Ce dernier effet

(1) V. Bérard, *Pro Macédonia,* p. 2.

de leur administration n'était d'ailleurs pas pour leur déplaire et il servait admirablement leur but: unifier le pays par la race turque en éliminant les éléments étrangers.

On a vu cette politique odieuse prendre une ampleur effrayante sous le règne d'Abdul-Hamid, le Sultan Rouge. Elle s'est surtout manifestée en Turquie d'Asie, loin des regards de l'Europe. Sous une forme plus atténuée, la Macédoine a subi cet essai d'osmanlisation qui a été nettement exposé par le correspondant de la *Revue Britannique* à Constantinople dès le mois d'août 1876: « Les hommes d'Etat ottomans ont tout le loisir de se convaincre que leur faiblesse est avant tout le résultat du défaut d'homogénéité des populations soumises au sceptre du padichah. Si, en temps et lieu, la dynastie de Mahomet II avait suivi l'exemple de Philippe II et si elle avait chassé ou exterminé les chrétiens, comme fit le fils de Charles Quint pour les Maures d'Espagne, toute la presqu'île des Balkans serait occupée aujourd'hui par de bons Musulmans qui ne subiraient pas l'influence de l'Europe et soutiendraient énergiquement le khalifat de Stamboul. De là cette nouvelle politique d'extermination systématique des chrétiens qui se trouve si brutalement exposée dans l'officieux *Ittihad* ». L'*Ittihad* était l'organe des Jeunes Turcs fondé à Paris en 1868.

Les soldats de Mahomet II ont préféré le profit immédiat qu'ils tiraient des peuples vaincus, à qui ils imposaient une servitude qui leur permettait de vivre dans l'oisiveté. Cette oisiveté leur a été fatale.

Ils ont négligé de chasser de suite les anciens propriétaires, actuellement, il est trop tard, leur race s'est ramollie et elle subit une décadence qui favorise la reconquête des chrétiens.

A la fin du siècle dernier, ceux-ci apparaissaient en arc de cercle autour de l'homme malade et vindicatif : les uns aspiraient à lui succéder à Constantinople, les autres à Salonique. Autour de la Macédoine, les Serbes, les Bulgares et les Grecs étaient les principaux compétiteurs. Un partage amiable, qui laissait des parts indéterminées a été fait en 1912, un deuxième partage forcé a été fait en 1913, mais les Bulgares en sont mécontents et font appel à l'opinion mondiale. La question a été posée à la Conférence de la paix, et le sera peut-être de nouveau demain devant la Ligue des nations. Il est donc intéressant de connaître comment sont nées les aspirations des héritiers éventuels et quels titres ils invoquent pour les justifier.

§ 2. — Le point de vue serbe

Les Serbes tiennent actuellement le haut de la vallée du Vardar et voudraient bien descendre jusqu'à la mer, jusqu'au port de Salonique qui leur donnerait cette liberté économique dont ils ont été si longtemps privés.

On a dit que la question de Macédoine n'existait pour les Serbes que depuis le traité de Berlin de 1878. En effet, jusqu'à cette époque le caractère

bulgare des Macédoniens ne faisait de doute pour personne (Lejean, Hahn, Ami Boué, Kanitz, Jiretschek). Un projet de réorganisation de la Turquie de 1876 rattachait la Macédoine à Sofia. Les Serbes jusqu'alors n'avaient pas soulevé de controverse. Ils estimaient éloigné le jour du partage; leur attention était tout entière attirée vers la Bosnie et l'Herzégovine: ces provinces étaient sur le point d'être détachées de l'Empire ottoman avec lequel elles ne communiquaient plus que par l'étroit passage de Novi-Bazar. Mais Bismarck leur enleva tout espoir en faisant concéder à l'Autriche les territoires en question.

Comme on le leur avait conseillé, les Serbes se tournèrent vers le Sud pour y chercher un dédommagement. Dès lors leur propagande devint active. Ils ont apparu comme les derniers venus des revendiquants, mais ils s'en défendent et soutiennent qu'ils ont toujours espéré recouvrer leurs frères macédoniens.

En effet, le § 44 du Code civil de 1840 stipule que les immigrés de vieille Serbie et de Macédoine obtiendront la naturalisation, même s'ils n'ont pas été licenciés de la sujétion turque. Plus tard, on décide de les considérer de prime abord comme des nationaux. Avant la guerre de 1877, les Serbes possédaient déjà 80 écoles en vieille Serbie et en Macédoine, écoles que les Turcs firent disparaître après les hostilités.

Au contraire, après le traité de Berlin, les Serbes restèrent une dizaine d'années sans relations avec

leur terre promise. Ils eurent recours au métropolite grec pour obtenir l'autorisation d'ouvrir des écoles. En 1891, il n'y avait que 110 écoles depuis Kossovo jusqu'à Salonique. En 1904, il y en avait plus de 300.

Au point de vue ethnique, les Serbes soutiennent que les Slaves macédoniens sont des Serbes. Assurément, lorsqu'on demande à des Macédoniens qu'elle est leur race, ils répondent quelquefois qu'ils sont « Bougari », mais cette réponse même trahit leur inconscience et prouve qu'ils ont été travaillés par la propagande ennemie, en effet le terme dont ils se servent est de langue serbe : un Bulgare aurait employé le mot « B'lgari ». La propagande de Sofia s'est manifestée par la multiplication des écoles et par la terreur des comitadjis. Elle s'est même servie de l'église pour demander l'adhésion des chrétens à l'exarchat et pour proclamer ensuite que les exarchistes étaient Bulgares.

Malgré ce vernis artificiel, les Bulgares assimilent mal les populations qu'ils ont mises sous leur joug, tandis qu'au contraire ces populations restent fidèles à la Serbie : tel est l'exemple de celles à qui on avait donné l'exarchat en 1870 et qui protestèrent en 1878 de leur dévouement à la Serbie, telles sont encore les populations de la Macédoine reconquise en 1913 qui ont fourni les meilleurs contingents à l'armée serbe pendant la dernière guerre pour la libération de leur pays. L'agression autrichienne a rendu un grand service à l'unité de leur patrie.

Au point de vue linguistique, nous avons vu combien la difficulté est grande et combien les éléments qui la composent sont de nature complexe. La langue macédonienne nous apparaît comme le résultat d'une fusion des idiomes des deux pays voisins, ou mieux encore, comme la source de ces idiomes qui se seraient différenciés par l'usage qu'en ont fait deux races différentes. La langue macédonienne de Saint-Cyrille s'est imposée à tous les Slaves, elle s'est modifiée dans chaque pays, et dans sa patrie même, elle a subi les injures du temps. Les auteurs serbes, entre autres M. Cvijitch, soutiennent que la langue parlée par les Macédoniens n'est pas la langue bulgare. Ils sont appuyés par quelques auteurs étrangers: M. Mourko, de Gratz; Olaf Brock, de Christiania; Lavrof, de Pétrograd; Barbulescu, de Jassy.

M. Tomitch (1) présente un argument qui n'est dépourvu ni de bon sens, ni de sel: il dit que la langue bulgare, avant saint Cyrille était la langue turque, puisqu'elle était parlée par une race touranienne, venant de l'Oural. Donc, au moins en ce temps-là, la langue macédonienne n'avait rien de commun avec les Bulgares. C'est la Macédoine qui a civilisé la Bulgarie et non la Bulgarie qui a imposé sa culture asiatique aux Macédoniens.

Les Serbes ajoutent que la Macédoine a été le berceau de leur culture, de leur civilisation et de

---

(1) Tomitch. Qui sont les Slaves Macédoniens, dans *La Macédoine et les Macédoniens*, p. 56.

leur littérature, qui est fort ancienne, tandis que celle de leurs adversaires est toute récente. Poussés par le désir d'évoquer les fastes du passé, ils rappellent qu'Uskub était leur capitale sous l'empereur Douchan, qui y promulgua son Code en 1349, Code qui fut aussi promulgué à Sérès en 1354. C'est aux Serbes que ce pays fut pris par les Turcs et ce sont eux qui l'ont reconquis en 1912.

Enfin, une opinion plus modérée avoue que le Macédonien est un type très malléable ; il est Bulgare là où il y a des écoles et des églises bulgares, Serbe là où l'instruction se trouve entre les mains des Serbes, leur langue est un métal vierge qui acquerra facilement la forme du moule dans lequel on le coulera. M. Cvijitch estime que « les Slaves Macédoniens forment une masse ethnique flottante entre les Serbes et les Bulgares et pourraient devenir aussi bien de bons Serbes que de bons Bulgares ».

Mais la plupart des Serbes pensent qu'ils deviendront plus facilement Serbes et qu'il faut qu'ils le deviennent. Leur pays a besoin d'un accès à la mer, il ne peut continuer à étouffer dans le continent et Salonique est le port naturel qui lui convient, à l'embouchure du Vardar qui passe à Uskub. Il faut même chasser les Bulgares de la portion de Macédoine qu'ils détiennent encore ; les habitants sont mécontents de leur domination et il faut leur permettre de la rejeter par un plébiscite.

§ 3. — Le point de vue bulgare

Les Bulgares aspirent à reconstituer la grande Bulgarie du traité de San-Stéphano, et même à l'augmenter de Salonique, ville cosmopolite et de la presqu'île de Chalcidique. Ils invoquent eux aussi des arguments historiques: le grand empereur serbe Douchan prenait, avant 1346, le titre de « Roi des Serbes et des Bulgares ». Or, il ne possédait que la Macédoine et n'avait pas de terres en Bulgarie proprement dite, c'est donc qu'au Moyen-Age on considérait la Macédoine comme faisant partie de la Bulgarie (1).

Lorsque les Bulgares ont commencé à secouer le joug des Ottomans, au XIX^e^ siècle, ils se sont d'abord émancipés au point de vue religieux et les Serbes n'ont pas protesté en voyant les Macédoniens faire cause commune avec leurs antagonistes.

En effet, dès 1840, on voulait obtenir du patriarche grec de Constantinople, l'autorisation d'employer la langue slave comme langue liturgique en remplacement de la langue grecque. En 1858, on demanda qu'on ne nommât que des ecclésiastiques

---

(1) Les Serbes répliquent que le titre de Douchan prouve la vassalité de la Bulgarie à cette époque-là, de même que le sacre du patriarche serbe qui le couronna (cérémonie qui fut faite par le patriarche bulgare de Tirnovo et l'archevêque d'Ochrida) prouve la sujétion de l'église bulgare en 1346.

qui parlent la langue des fidèles. Le patriarche refusa, mais le Gouvernement turc, voulant faire obstacle à la propagande hellénique, ainsi qu'à l'influence française et anglaise, intervint auprès du pontife et obtint son consentement à ces réformes. Le 28 février 1870, un iradé du sultan fonda la nouvelle église sous le nom d'Exarchat Bulgare, dont le siège fut à Constantinople. Cet iradé contenait, dans son article 10, la condition suivante: « Si la totalité ou les deux tiers au moins des habitants de rite orthodoxe des localités autres que celles énoncées ci-dessus, veulent se soumettre à l'exarchat bulgare pour leurs affaires spirituelles, et si cela est constaté et établi, ils y seront autorisés; mais cela n'aura lieu qu'à la demande et sur l'accord de la totalité ou tout au moins des deux tiers des habitants ». Donc, chaque fois que dans une éparchie il y avait conflit scolaire et ecclésiastique gréco-bulgare, il fallait recourir au plébiscite.

On peut s'imaginer quelle ardeur fut déployée pour atteindre ce minimum des deux tiers des suffrages. Le triomphe fut complet. La religion, ou « nationalité bulgare » comme c'était écrit sur les livres turcs, engloba tous les diocèses de Bulgarie. En 1874, l'éparchie macédonienne de Vélès eut aussi son évêque bulgare, et successivement les autres localités l'obtinrent jusqu'à ce que, en 1912, la Macédoine possédât sept sièges d'évêques, à Uskub, Ochrida, Vélès, Monastir, Débar, Stroumitza, Névrokop et presque autant de vicariats pour les éparchies sans titulaires à Salonique, Castoria, Florina,

Vodena, Koukouch, Sérès, Drama, Melnik. C'est ce qu'on a appelé le Plébiscite, argument que l'on exhume actuellement et qui fait grand bruit dans la presse balkanique. On a constaté, disent les journaux de Sofia, que les deux tiers de la population de la Macédoine étaient bulgares. La Serbie officielle a travaillé à ce que la Bosnie et l'Herzégovine restent sous l'autorité du patriarche grec ; au contraire, en Macédoine, elle ne s'est pas opposée à l'action adverse, elle a donc reconnu qu'elle avait affaire à des éléments étrangers (1).

On ajoute qu'au point de vue de l'administration turque, la Macédoine faisait partie de la Bulgarie et que la Conférence des ambassadeurs de Constantinople, en 1876, a adopté cette façon de voir.

Enfin, à partir de 1894, les Macédoniens demandaient l'autonomie de même que les Rouméliotes, la Serbie a refusé de soutenir leurs revendications et les Bulgares ont pris en mains les intérêts de leur frères. C'est en Bulgarie que se sont réfugiées les populations opprimées, à tel point que cette émigra-

---

(1) Les Serbes répondent à cet argument que la question posée en vertu de l'article 10 était une question de religion et non de nationalité. Beaucoup de Slaves, ne voulant plus rester sous la tutelle du patriarche grec, votèrent pour l'exarchat parce qu'ils n'avaient pas d'autre moyen à leur disposition et qu'ils choisissaient le moindre mal ; de plus leur abstention pouvait provoquer l'échec de la réforme. Il y avait à choisir entre la messe grecque et la messe slave, ils optaient pour cette dernière. D'ailleurs lorsque les Serbes s'aperçurent qu'on exploitait la ques-

tion a causé de grosses difficultés intérieures et extérieures au Gouvernement. Et, à ce moment, tout le monde s'accordait avec les fonctionnaires turcs pour voir dans les comitadjis des Macédoniens bulgares.

On se plait encore à citer les écrivains, les historiens ou les hommes politiques qui partagent l'opinion des gens de Sofia parmi lesquels on voit voisiner Bismarck et les Français Choublier et Louis Léger qui a encore affirmé sa pensée pendant la guerre actuelle (1916). On vante l'action des écoles bulgares qui ont essaimé dans la vallée du Vardar et qui répandent le goût de la science.

Au point de vue ethnique, les Bulgares prétendent que leur race domine en Macédoine et qu'il n'y a pas un seul Serbe. Leur sentiment est ap-

---

tion religieuse pour en faire une question de nationalité, ils enrayèrent le mouvement et eurent le temps de sauver la Bosnie et l'Herzégovine. De plus, parmi les adhérents de chaque église se trouvaient des personnes de toutes les nationalités. Les patriarchistes comprenaient des Serbes, des Grecs, des Bulgares, des Valaques et réciproquement pour les exarchistes. Une preuve en est fournie par les Serbes de la région de Vranja, de Tern, d'Izvor et de Kustendil, qui ont accepté l'exarchat en 1870 et qui ne sont nullement Bulgares. Ils l'ont montré en 1878 au Congrès de Berlin en demandant à être incorporés à la Serbie, et en servant fidèlement dans ses armées. Enfin, en 1874, les Serbes des diocèses de Samakov, Kustendil, Melnik, Sérès, Velès, Débar et d'Ochrida demandèrent la restauration du patriarcat d'Ipeck pour y être incorporés, car ils étaient Serbes et non Bulgares.

prouvé par M. le colonel Lamouche, ancien instructeur de la gendarmerie en Macédoine (1).

Au point de vue linguistique, la langue macédonienne, disent-ils, dérive de la langue bulgare et non de la langue serbe. Quant à la conscience nationale, quoique on l'ait niée, elle existe réellement et elle était incarnée dans des sociétés « l'Organisation intérieure » et l' « Organisation extérieure ». Sous la formule « La Macédoine aux Macédoniens » renouvelée de Gladstone, c'était une incorporation à la Bulgarie qui était son but. Pendant la guerre européenne, les Macédoniens se sont engagés en grand nombre dans les armées qui ont été reçues avec enthousiasme dans les villes, notamment à Doiran (2).

Enfin, les Serbes eux-mêmes ont bien reconnu des droits à la Bulgarie puisqu'ils ont admis le principe d'un partage dans le traité du 29 février 1912. Et n'ont-ils pas renouvelé les offres le 22 août 1915, lorsqu'ils offraient la plus grande partie de la Macédoine à condition que la Bulgarie combatte les Turcs?

Etant donné cet état d'esprit, quelle allait être l'attitude des Bulgares, des Prussiens des Balkans, devant la Conférence de la paix? Un instant on les

---

(1) Lamouche. La question macédonienne et la paix, dans la *Revue politique et parlementaire* du 10 juin 1919, p. 273.

(2) V. le journal de Sofia *la Macédoine*, du 18 mars 1919 qui cite le livre de M. Jean Saison, officier attaché au G. Q. G. du général Sarrail : « D'Alsace à la Cerna ».

a cru belliqueux, on a cru qu'ils appliqueraient la méthode d'intimidation allemande. Ne voyait-on pas, l'été dernier M. Théodoroff, président du Conseil, se faire interviewier par le journal *le Matin* et demander, avec l'annulation du Traité de Bucarest, le retour au *statu quo* de 1912? Ne disait-on pas que la Bulgarie réclamait la Thrace, la Dobroudja roumaine et la Macédoine tout entière? Ne parlait-on pas de plébiscite? C'était bien en effet ce que demandait la « Société macédonienne lausannoise » dans un mémoire envoyé au Conseil des quatre. Ce mémoire suggérait un modèle de statut futur pour les pays revendiqués: un self government sous le protectorat des grandes puissances, une administration cantonale à l'exemple de la Suisse, un Etat-tampon pour garantir la paix des Balkans? On fixait déjà les modalités du plébiscite.

Au milieu de cette agitation officieuse, on s'attendait à une paix laborieuse et pénible. Que s'est-il passé? Quelles sont les influences qui ont dominé à Sofia? Les événements sont si près de nous et nous sommes si loin des secrets des chancelleries, qu'il est difficile de faire des conjectures. Toujours est-il que les Bulgares se sont montrés des vaincus dociles et disciplinés. On les représentait comme brandissant au-dessus de la Conférence un contre-programme de vainqueurs: ils se sont montrés malléables: ils ont accepté ce qu'on exigeait d'eux avec une douceur incomparable. Ils n'ont pas fait de contre-propositions et le fait est digne de remarque car il est rare en cette fin de guerre.

§ 4. — Le point de vue grec

Les Grecs, marins par nature et par profession aspirent à l'héritage des côtes de l'Empire ottoman. Maîtres des îles et bientôt de Smyrne, ils veulent joindre leurs possessions en s'établissant tout autour de la mer Egée et jusque sur le Bosphore à Sainte-Sophie. La possession de la Macédoine, tout au moins de la Macédoine méridionale leur est nécessaire. On ne se fait pas d'illusions scientifiques à Athènes, on sait que la race hellénique n'est pas en majorité dans le pays revendiqué, mais on espère beaucoup du pouvoir séducteur de leur histoire et de leur civilisation. La Macédoine a longtemps été un foyer de culture hellénique de même que Byzance et depuis Xerxès les Grecs ont servi de rempart à l'Europe contre l'Asie. Les Turcs eux-mêmes ont reconnu leur place prépondérante en maintenant à la tête de tous les chrétiens le patriarche œcuménique de Constantinople, au-dessous duquel sont les métropolites, puis les communautés chrétiennes dont les biens sont administrés par des éphories. Ainsi l'administration grecque continue seule à survivre à la conquête avec sa civilisation et ses écoles. Elle est donc toute désignée pour succéder aux Musulmans.

Mais le panhellénisme se heurte au panslavisme qui lui enlève des adhérents. Il y a des Grecs qui

ont fini par parler un patois slave, bien qu'ils aient conservé les mœurs et la culture grecque, on les appelle les « Grecs Slavophones ». Devant l'activité développée par Sofia, Athènes a dû entrer dans le mouvement pour maintenir les droits acquis; elle a organisé des bandes, elle l'avoue, qui ont pénétré jusque au-delà de Monastir et ramené au patriarcat des villages que la pression adverse avait fait passer à l'exarchat. Il y a eu des rencontres sanglantes avec les bandes ennemies. Toute la nation s'est levée, évêques, prêtres, instituteurs pour faire obstacle à l'infiltration des Slaves, des Barbares du Nord, qui menaçaient les pays civilisés des atrocités renouvelées des Turcs.

La Grèce n'a jamais voulu transiger avec la Bulgarie pour un partage de la Macédoine. En 1912, la question n'a pu être résolue et, en 1913, ce fut la guerre bulgare qui succéda à la guerre turque.

Actuellement, les Grecs protestent contre l'idée d'un plébiscite, émise par les Bulgares. Ils font grand bruit autour des atrocités commises par les armées du tzar Ferdinand pendant la guerre actuelle; ils s'empressent de reconstituer les contrées dévastées, de ramener les populations émigrées. Ils rappellent les ordres donnés par les autorités bulgares à leurs agents pour exterminer, affamer ou déplacer les populations hostiles à leurs idées et pour créer une unité ethnique qui leur soit favorable Dans ces conditions, accepter un plébiscite serait faire un marché de dupes. « Le plébiscite, dit M. G.

Philaretos, nous ne l'accepterions que si les morts pouvaient voter! » (1).

Ils n'acceptent pas que le vaincu puisse s'agrandir aux dépens du vainqueur, quoique ce mode d'acquérir soit un des plus fréquents dans l'histoire grecque du XIX^e^ siècle. Le Traité de Bucarest de 1913 ne doit être modifié qu'au profit des alliés, bien plus, il faut refuser aux Bulgares tout accès à la mer Egée pour maintenir l'unité des côtes grecques d'Athènes à Constantinople: Sofia ne pourra-t-il pas communiquer avec le monde occidental par Varna, la mer Noire et le Bosphore puisque la liberté des détroits sera un des dogmes de la société future?

§ 5. — Le point de vue roumain

Les Roumains aussi ont des frères à protéger en Macédoine: ce sont les Koutzo-Valaques, descendants des anciens Romains établis sur la voie Egnatia; leur nom qui dérive de Villicus, dont nous avons fait vilain en France, suffirait à trahir leur origine. Longtemps les Grecs les ont considérés comme des compatriotes: Botzaris, le héros de l'indépendance, était Valaque, les evzones des dernières guerres, l'étaient aussi. Mais avec l'appui de Bucarest, les Valaques commencèrent à s'agiter; ils fondèrent, en Roumanie, le « Comité pour la ré-

(1) V. dans le *Journal des Hellènes*, Genève, 4-11 août 1919.

surrection de la nationalité roumaine en Turquie ». La Grèce et le patriarcat, en s'opposant avec violence à ce sentiment naissant, révoltèrent les consciences, qui préférèrent alors s'en tenir à une politique de loyalisme envers la Turquie.

La Roumanie n'espère pas réaliser un jour la réunion de ces frères à son territoire, mais elle demande pour eux des libertés plus grandes. A l'occasion, elle peut se servir de ce prétexte d'intervention pour faire pression sur l'Etat qui sera le maître du pays et s'il s'agit de la Bulgarie, elle se servira de ce droit comme d'une monnaie d'échange pour se faire céder la Dobroudja par exemple. Car elle veille surtout à maintenir l'équilibre balkanique. Elle ne veut pas qu'il soit rompu à son détriment; elle craint que la Bulgarie prenne une trop grande extension et devienne une menace pour elle.

***

Il y a encore en Macédoine un élément important: c'est la colonie juive, surtout celle de Salonique. Cependant les Israélites paraissent avoir des buts beaucoup plus économiques et commerciaux que politiques.

CHAPITRE III

LA QUESTION MACEDONIENNE DEPUIS LE TRAITE DE BERLIN

L'effervescence des peuples chrétiens. — L'intervention russe en 1877. — Le traité de San Stéphano. — Le Congrès de Berlin. — L'article 23.
Les interventions successives de l'Europe en Macédoine. — La crise de 1908. — L'entente des Etats balkaniques en 1912. — La guerre avec la Turquie, 1912-13. — La guerre contre la Bulgarie, 1913. — Le partage de la Macédoine. — La guerre européenne.

Au début du XIX^e^ siècle, les Serbes tentèrent de secouer le joug ottoman. En 1804, il prirent pour chef Karageorges, enlevèrent Belgrade deux ans après et tinrent le pays depuis Novi-Bazar jusqu'à Négotin. Quoique cet essai ait avorté, Miloch reprit le projet et par ses manœuvres habiles, il réussit à se faire reconnaître par la Porte comme chef héréditaire et à obtenir du sultan l'autonomie administrative et judiciaire. En 1867, on obtint le départ du dernier soldat turc.

En même temps que les Slaves, les Grecs avaient

soif d'indépendance, mais plus heureux, ils eurent dès le début les sympathies des intellectuels de l'Europe qui provoquèrent l'intervention de leurs gouvernements. Ils eurent le rare privilège de tirer profit de tous les événements, même de leurs plus sanglantes défaites: un ange tutélaire veillait sur leurs destinées: la gloire de leur nom et l'éclat de leur antique civilisation. Après la défaite des insurgés grecs, le Traité de Londres (1827) avait imposé un armistice aux belligérants. La bataille fortuite de Navarin, l'expédition du général français Maison en Morée, hâtèrent le règlement de la question. Le Traité d'Andrinople (1829) consacra l'indépendance de la Grèce, en même temps que l'autonomie de la Serbie.

Malgré ces exemples, les Bulgares ne se décidèrent à la révolte que fort tard et sous l'impulsion d'agents venus de Russie. C'est le caractère des races tartares d'être disciplinées et lentes à s'insurger contre les autorités constituées. Quelques troubles eurent lieu de 1849 à 1851 qui furent sauvagement réprimés, et qui furent une des causes de la guerre de Crimée.

En 1870, l'église bulgare se sépara de l'église grecque; ce fut le prélude de l'émancipation politique. En Orient, chaque fois qu'une nationalité se constitue, elle se sépare du patriarcat sans former un schisme: en effet, le patriarche n'est pas un pape, ses volontés ne s'imposent pas au clergé des pays voisins, aussi chaque Etat organisé choisit-il un chef qui est appelé patriarche, exarque ou arche-

vêque (1) ; ses fidèles sont soustraits à la suprématie du siège de Constantinople. Ces différentes églises nationales forment entre elles une sorte de Confédération qui maintient l'unité de la foi.

En 1876, le fanatisme musulman, surexcité, répondait par des massacres aux soulèvements de la Serbie, de l'Albanie, de la Bosnie et de l'Herzégovine. En Bulgarie, la répression fut particulièrement atroce : des bandes organisées « pour rétablir l'ordre » renouvelèrent, sous les yeux du gouverneur turc les exploits des invasions barbares et commirent des atrocités que Gladstone dénonça éloquemment au monde civilisé.

Après l'assassinat des consuls français et allemand à Salonique (6 mai), le 13 mai 1876, les grandes puissances, sauf l'Angleterre, rédigèrent le Mémorandum de Berlin qui fut notifié à la Porte le 30 : on réclamait un armistice de deux mois, la pacification immédiate entre la Porte et les insurgés, le contrôle des consuls ou des délégués des puissances pour l'application des réformes. On faisait prévoir en plus de l'action diplomatique « une entente en vue de mesures efficaces qui paraitraient réclamées dans l'intérêt de la paix générale ».

Dans la nuit, le parti Jeune Turc venait de « suicider » le sultan Abdul-Azis, auquel succéda Mourad V, qui devint fou trois mois après et fut remplacé par son frère Abdul-Hamid.

---

(1) A la tête de l'église russe se trouve un conseil appelé Saint Synode.

Un mois après, les Serbes, las d'attendre, entrèrent en guerre avec les Monténégrins contre la Turquie, mais ils furent battus (fin août 1876). Après un armistice de quelques jours, proposé par l'Angleterre et obtenu par les grandes puissances, les Turcs recommencèrent les hostilités. Le tzar de Russie se décida alors à agir seul. Il obtint de la Porte un nouvel armistice le 31 octobre pendant lequel se tint à Constantinople une conférence internationale qui se retira le 20 janvier 1877 en signe de protestation contre le mauvais vouloir de la diplomatie turque. En mars, on engagea encore la Turquie à désarmer, mais elle refusa. Le 24, la Russie déclara la guerre.

Les débuts lui furent favorables et stupéfièrent l'Europe. Mais la résistance d'Osman Pacha à Plevna arrêta pendant cinq mois les opérations (10 décembre). Malgré l'hiver, les monts Balkans furent franchis et le 20 janvier les Russes étaient à Andrinople. Le 31, l'armistice était signé.

L'Angleterre, prise de peur en voyant les armées étrangères si près de Constantinople, envoya, le 14 février, sa flotte à l'île des Princes, en vue de la Corne d'Or. Le tzar riposta par l'ordre d'occuper la ville, et le grand duc Nicolas pénétra dans un faubourg: San Stéphano: le gouvernement anglais rappela l'escadre, les Russes s'arrêtèrent.

La paix fut signée avec la Turquie le 3 mars 1878 à San Stéphano. La Russie qui touchait à son rêve si longtemps caressé, rêve qu'elle voyait s'évanouir par son manque d'audace, crut pouvoir compenser

cet échec en imposant à la Porte des conditions qui équivalaient à un protectorat.

D'abord, on proclamait l'indépendance du Monténégro, de la Serbie, et de la Roumanie qui recevaient de nouveaux territoires ottomans. Un nouvel Etat chrétien, la Bulgarie était créé, Etat immense constitué en principauté autonome, tributaire du sultan, dominant la péninsule, et destiné à l'absorber tout entière pour le service de la Russie dont les armées devaient servir de témoin à l'élection du prince. La Bulgarie comprenait: la Bulgarie proprement dite, la Roumélie orientale, une grande partie de la Macédoine (Salonique et la Chalcidique étaient laissées aux Turcs). Elle s'étendait du Danube à la mer Egée, de la mer Noire à l'Albanie et comprenait quatre millions d'habitants Le sultan ne conservait que la région d'Andrinople celle de Constantinople et au-delà des mers la Thessalie et la sauvage Albanie. La ville de Salonique lui restait, mais à quelques kilomètres de là l'embouchure du Vardar lui était enlevée. Son Empire était morcelé en plusieurs tronçons, signe précurseur de son effondrement. La Bosnie-Herzégovine devait avoir un gouvernement autonome, comme il vait été convenu avec l'Autriche. Des réformes étaient prévues dans les Etats chrétiens, ce qui pouvait servir à chaque instant de prétexte à une intervention étrangère.

L'Angleterre, qui revenait de l'île des Princes, ne pouvait supporter cet accroissement de l'influence moscovite, cette entrée diplomatique à Cons-

tantinople, alors qu'elle s'était opposée à l'entrée militaire. Par un traité secret, elle se fit donner l'île de Chypre par la Turquie et s'engagea à soutenir ses protestations. L'Autriche intéressée à l'abaissement de la puissance de Pétersbourg, approuva la politique anglaise, mobilisa en Dalmatie et Andrassy demanda la réunion d'une conférence. L'Allemagne, que les victoires de 1866 et de 1870 doraient d'un vif éclat, semblait être désormais l'arbitre entre les groupements adverses. Le tzar comptait sur la reconnaissance de Bismarck qu'il avait favorisé en 1870 en contenant l'Autriche. Mais Bismarck se déroba et ne consentit à jouer que le rôle « d'honnête courtier », de médiateur. Le tzar qui avait concentré des troupes en Serbie et en Transylvanie, se décida à négocier.

Dans cette affaire, la France avait suivi la politique anglaise qui s'accordait avec ses traditions: maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman. Il fallait d'autant plus conserver cette politique, que, si le démembrement de la Turquie s'était produit, nos récentes défaites nous auraient mis en mauvaise posture pour réclamer notre part.

Le Congrès se réunit à Berlin le 13 juin 1878. Bismarck le présida. La grande Bulgarie fut réduite des deux tiers, la partie macédonienne retomba sous la domination turque. La Roumélie devint province autonome, la Bulgarie proprement dite fut érigée en principauté vassale, dont le prince ne pourrait être élu qu'après le départ des troupes russes. La Bosnie-Herzégovine fut administrée et occupée par

l'Autriche qui eût le droit de tenir garnison dans le Sandjak de Novi-Bazar. La Serbie recevait Nisch, Pirot, Vranja, Leskovats (c'est-à-dire environ quatre cent mille habitants). La Roumanie ne recevait que la Dobroudja en échange de la Bessarabie cédée à la Russie. A la Grèce, on promettait une rectification de frontières en Thessalie et en Epire.

Par ce traité, dont les conséquences malheureuses se font encore sentir, l'équilibre fut désormais rompu dans les Balkans. A San Stéphano, la Russie y devenait omnipotente; après Berlin elle en était écartée, l'Autriche dominait l'ouest de la péninsule et les immenses territoires de la Bosnie-Herzégovine; elle avait le droit de faire des routes dans le Sandjak de Novi-Bazar, ce qui la mettait sur le chemin de Salonique. Elle en profitera pour créer la voie ferrée vers Mitrovitza, qui lui évitera de passer par Belgrade pour rejoindre le Vardar. Bismarck l'avait dédommagée de Sadowa; en 1866, il l'avait évincée de l'Allemagne du Sud, en 1878, il la poussait vers la Méditerranée orientale. En lui donnant quelques droits sur les provinces slaves, il l'amenait à désirer l'annexion qui ne pouvait se faire que par l'aide de l'Allemagne. Etroitement liés par ces intérêts, les Empires centraux ne devaient pas tarder à signer une alliance. La marche sur Salonique, une fois commencée, devait devenir l'unique but de la politique autrichienne. Cette poussée vers la Macédoine ne devait être qu'un épisode de la politique du Drang nach Osten dirigée par Berlin dont l'Autriche n'était que la vassale.

La Russie éloignée de Constantinople, diminuée dans son prestige, froissée de l'attitude de Bismarck à son égard, devait chercher en Europe un contre-poids contre la puissance autrichienne soutenue par l'Allemagne. Cet appui devait venir de la France: le Traité de Berlin marque le renversement des alliances en Europe. De là est sortie l'alliance austro-allemande et par contre coup l'alliance franco-russe.

Quant aux pays balkaniques, la Serbie voyait son horizon s'obscurcir, le rêve d'unir en un seul Etat les Slaves du Sud, les Yougo-Slaves, semblait s'évanouir à jamais. Les Slovènes étaient sous le joug étranger; les Croates venaient s'ajouter à eux. Et il n'y avait pas d'espoir de les ramener dans le sein de la patrie: l'Autriche déjà puissante par elle-même était soutenue à Berlin; les diplomates serbes n'avaient même pas été admis au Congrès. Leur pays semblait emmuré et complètement privé d'avenir: tout accès à la mer lui était refusé; en effet, par l'occupation du Sandjak de Novi-Bazar, l'Autriche lui refusait tout contact avec le Monténégro, d'autant plus que ses ambitions vers Salonique étaient inconciliables avec l'union serbo-monténégrine, ou avec une extension de la Serbie en Macédoine. Cependant c'est vers ce deuxième but qu'on avait semblé vouloir détourner l'attention des Serbes; on leur faisait entrevoir des compensations possibles vers le Vardar, et c'est ce qui a fait dire que la question de Macédoine date du Traité de Berlin.

Quant à la Bulgarie, les événements de 1878 l'ont ressuscitée après cinq cents ans de léthargie, mais elle a surgi tout à coup, immense. Cette grande Bulgarie, créée par la Russie, a fait naître à Sofia des espérances que les défaites n'ont jamais pu voiler.

Les Bulgares réclament la Macédoine avec une grande violence et avec toute la ténacité dont est capable la race asiatique dont ils proviennent.

En même temps que surgissaient les difficultés au Monténégro, en Bosnie-Herzégovine et en Roumanie pour l'application du Traité de Berlin, un conflit plus grave s'éleva au sujet de la question grecque. Le XIII[e] protocole du Congrès de Berlin portait la résolution suivante : « Le Congrès invite la Sublime Porte à s'entendre avec la Grèce pour une rectification de frontières en Thessalie et en Epire, et est d'avis que cette rectification pourrait suivre la vallée du Salamyrias (ancien Peneus) sur le versant de la mer Egée et celle du Kalamas, du côté de la mer Ionienne.

» Le Congrès a la confiance que les parties intéressées réussiront à se mettre d'accord. Toutefois, pour faciliter le succès des négociations, les puissances sont prêtes à offrir leur médiation directe auprès des deux parties ».

Les parties intéressées n'ayant pu trouver un terrain d'entente, la médiation prévue eut lieu. Une conférence réunie à Berlin, le 25 juin 1880, accorda à la Grèce toute l'Albanie et toute la Thessalie, mais la Turquie refusa d'exécuter cette décision. La Grèce, malgré une instabilité ministérielle chroni-

que, malgré la désorganisation intérieure et le rôle effacé qu'elle avait joué, osa réclamer l'exécution intégrale des promesses qu'elle avait reçues. Elle appela au pouvoir un ministère belliqueux, elle mobilisa (août 1880). La France l'avertit qu'elle ne serait pas soutenue par les puissances, si elle déclarait la guerre et l'on s'empressa de trouver une solution au conflit.

Une conférence d'ambassadeurs à Constantinople reporta plus au sud les frontières grecques, sous le nom de limite provisoire (14 juin 1881). Celle-ci suivait le cours de l'Arta et aboutissait à la mer Egée, au sud de Platamone, laissant à la Turquie le versant méridional du Pinde et de l'Olympe jusqu'à Elassona. La Grèce se trouvait accrue de 13.200 kilomètres carrés et 36.000 habitants. Elle n'avait pas de contact avec la Macédoine, mais elle n'abandonnait rien de ses revendications.

Un nouveau ministère réorganisa l'armée et la marine, appela trois missions militaires françaises, mobilisa de nouveau à la faveur des troubles de Roumélie, et réclama de la Porte de nouveaux territoires. Les grandes puissances protestèrent, bloquèrent les côtes grecques: la France refusa de s'associer à cette mesure de contrainte. Le Gouvernement d'Athènes songea alors à s'occuper du développement économique des nouvelles provinces conquises. Mais déjà la question de Crète venait troubler les relations internationales. Les Crétois s'insurgèrent en 1889 et les puissances empêchèrent la flotte hellénique d'aller à leur secours. En Macé-

doine, en 1890, les évêques grecs durent céder la place aux évêques bulgares nommés par le sultan. L'exaspération devint telle que l'on put croire la guerre imminente : elle ne fut que retardée. Une société secrète, l'Ethniké Hétairia, se fonda pour réaliser la « Grande idée », la création de la grande Grèce, s'annexant la Crète et la Macédoine. Elle lança des bandes armées au-delà des frontières de Thessalie, et poussa le Gouvernement à envoyer des troupes en Crète. La guerre éclata avec la Turquie ; elle fut malheureuse, mais les puissances intervinrent et la Grèce ne perdit que 55 kilomètres carrés de territoire, mais l'Allemagne exigea l'établissement d'un contrôle financier à Athènes.

En dehors de la question grecque, le Traité de Berlin laissait la porte ouverte à bien d'autres sujets de querelles : question de la Bessarabie, enlevée à la Roumanie et donnée à la Russie ; question de la Dobroudja enlevée à la Roumanie, donnée à la Bulgarie, et enfin question de l'article 23 qui organisait la tutelle de l'Europe sur la Turquie par le contrôle que les puissances devaient exercer sur les projets de réforme promis aux chrétiens de l'Empire. Cet article est le fondement de toutes les réformes faites ou tentées en Macédoine. Il est ainsi conçu :

« Article 23. — La Sublime Porte s'engage à appliquer scrupuleusement dans l'île de Crète le règlement organique de 1868, en y apportant les modifications qui seraient jugées équitables.

» Des règlements analogues, adaptés aux besoins

locaux, sauf en ce qui concerne les exemptions d'impôts accordées à la Crète, seront également introduits dans les autres parties de la Turquie d'Europe pour lesquelles une organisation particulière n'a pas été prévue par le présent traité.

» La Sublime-Porte chargera des commissions spéciales, au sein desquelles l'élément indigène sera largement représenté, d'élaborer les détails de ces nouveaux règlements dans chaque province.

» Les projets d'organisation résultant de ces travaux seront soumis à l'examen de la Sublime Porte qui, avant de promulguer les actes destinés à les mettre en vigueur, prendra l'avis de la Commission européenne instituée pour la Roumélie orientale ».

Cet article resta lettre morte, car les puissances n'ont jamais pu se mettre d'accord sur l'ensemble du projet ; la Porte a su tirer parti de leurs dissensions et éviter les réformes essentielles.

Après le Traité de Berlin, l'Europe se trouva en présence de la politique panislamique d'Abdul-Hamid, qui inquiéta la France et l'Angleterre, puissances musulmanes. A l'intérieur de l'Empire, la politique financière fut déplorable. La plus grande partie des ressources budgétaires était affectée au palais impérial, les autres fonctionnaires n'étaient payés qu'irrégulièrement, en partie, et avec des mois ou des années de retard. De telle sorte que ceux qui voulaient continuer à vivre de leur emploi étaient obligés de piller leurs administrés : les gendarmes sous prétexte d'opérations de police, les

juges sous prétexte de formalités de procédure. La ruine des paysans par les exactions, les vols, les corvées, fut érigée en principe de gouvernement. Jusqu'alors cet état de choses était simplement toléré, on s'efforçait d'y remédier; dorénavant, ce fut un système officiel. Il fut appliqué avec la plus grande rigueur en Macédoine.

Cependant, en août 1880, sur l'initiative des grandes puissances, fut promulguée la « Loi des Vilayets », conformément à l'article 23 du Traité de Berlin. Cette loi comprenait 17 titres et 126 articles et formait une véritable constitution. Les premiers articles, inspirés des idées philosophiques du XVIII[e] siècle ressemblaient à une déclaration des droits: ils proclamaient l'égalité des habitants au point de vue politique et religieux (art. 2), la liberté des cultes (art. 3), la liberté individuelle (art. 4), l'inviolabilité du domicile (art. 11), la liberté de l'enseignement (art. 18), la liberté de la presse (art. 19).

Non seulement cette loi ne fut pas appliquée de bonne foi par les autorités turques, mais encore les conflits entre puissances étrangères favorisèrent ce mauvais vouloir et les conflits de races et de religion en Macédoine, rendirent impossible cette application.

Dès 1890, les évêques bulgares concédèrent de nouveaux diocèses, créèrent de nouvelles écoles. En 1893, un Congrès de Slaves Ottomans fondait à Sofia l' « Organisation macédono-andrinopolitaine », qui réclamait l'autonomie en 1894-1895. Elle était dirigée par un « Comité extérieur » de

six membres élus par les congrès annuels. La révolte grondait lorsque la guerre gréco-turque et les victoires des armées turques en Thessalie, vinrent briser pour cinq ans les mouvements macédoniens.

Cependant, en 1899, les Macédoniens fondaient une « Organisation intérieure », société dont le siège était à Salonique et qui était en relations avec l' « Organisation extérieure » de Sofia dont nous avons parlé plus haut. Elle divisa le pays en huit sandjaks révolutionnaires. De tous côtés s'organisaient des comités et des comitadjis sur lesquels le Gouvernement lacha les bachi-bouzouks en 1902.

Favorisés par la propagande et l'appui de la Bulgarie, les Macédoniens émigrèrent dans ce pays où ils formèrent une colonie de 200.000 personnes sur 4 millions d'habitants. A Sofia il y en avait 20.000 sur 70.000 habitants. Les anciens élèves des écoles bulgares devenaient officiers dans l'armée, beaucoup d'autres Macédoniens devinrent fonctionnaires bulgares.

La crise s'annonçait depuis 1895. Le Gouvernement ottoman décréta des réformes le 22 avril 1896; elles furent inappliquées, comme d'ordinaire. En 1897, l'Autriche et la Russie prévoyant le conflit, s'engagèrent à maintenir le *statu quo* pour ne pas être entraînées à une guerre qu'elles ne désiraient pas à cette époque. L'Europe approuva cette entente. Lorsque les troubles entrèrent dans une phase aiguë en 1902, les Turcs envoyèrent en Macédoine l'inspecteur général Hilmi-Pacha, avec des « Instructions générales ». Beaux règlements, faits

surtout pour jeter de la poudre aux yeux des Etats civilisés. Cette même année, la Russie essaya de maintenir la Bulgarie, où le ministère russophile Danef était au pouvoir (mars 1902-mai 1903). Le ministre des Affaires étrangères, le comte Lamsdorf, se rendit à Sofia, puis à Belgrade et Vienne (30 décembre 1902) où fut élaboré l'accord connu sous le nom de *Programme de Vienne* qui se révéla bientôt comme inefficace: envoyé le 21 février 1903 au Grand Vizir, celui-ci se contenta d'envoyer à Hilmi-Pacha des « Instructions supplémentaires ». Bien mieux, ce programme qui n'apporta aucun bien aux Macédoniens, devint encore une cause de plus grands bouleversements. Les Albanais, inféodés à la politique ottomane, les derniers convertis à l'islamisme et plus terribles que les Turcs, trouvèrent ce programme trop libéral et se soulevèrent; ils assiégèrent Mitrovitza.

Pendant que les chancelleries causaient et que les fonctionnaires du Palais sommeillaient, une véritable guerre se déchaîna en Macédoine. De Bulgarie sortirent des bandes armées qui livrèrent bataille depuis Uskub et la vallée de la Strouma jusqu'au pays de Monastir. Le consul de France à Salonique, M. Steeg, rendait compte à son Gouvernement de « la situation critique des villageois de Macédoine, livrés sans défense à toutes les violences des bandes révolutionnaires et à toutes les exactions de la gendarmerie qui, mal recrutée, irrégulièrement payée, était obligée de vivre sur l'habitant ».

Le Gouvernement bulgare fut impuissant à faire

la police sur ses frontières, il ne pouvait compter sur son armée qui comprenait dans ses rangs mille officiers macédoniens sur 2.560. Officiellement, M. Danef déclara « qu'il ne convoitait pas une extension territoriale en Macédoine, mais qu'il ne pouvait se désintéresser de la question macédonienne à cause de l'émigration macédonienne en Bulgarie qui était considérable et entretenait dans le pays une agitation perpétuelle ».

L'Angleterre, avec lord Landowne s'émut et menaça d'agir: un plan anglais se dessinait. Vienne et Pétersbourg s'inquiétèrent: une rencontre des deux souverains Nicolas II et François-Joseph eût lieu à Mürzsteg (29 septembre 1903), d'où sortit le *Programme de Mürzsteg* qui institua une gendarmerie européenne. A côté d'Hilmi Pacha, inspecteur général, devaient être placés deux agents de contrôle dits « agents civils », l'un russe, l'autre autrichien, la Macédoine devait être divisée en autant de secteurs qu'il y avait de puissances: chacune assurerait le contrôle de l'un d'eux. Naturellement l'Autriche prenait le secteur d'Uskub : ses gendarmes étaient à l'avant-garde du Drang nach Osten. La France prenait le secteur de Sérès. Seul, le cabinet de Berlin refusait de prendre soin d'une zone. Il avait fait savoir qu'il désapprouvait toute intervention et il se posait en protecteur de l'Empire ottoman. Il était lié par le fameux voyage de Guillaume II en Orient, en 1898, par ses promesses faites sur le tombeau du Grand Saladin à Damas. Le sultan, fort de cet appui, refusa d'abord de per-

mettre l'intervention étrangère ; il menaca la Bulgarie d'une guerre, concentra des troupes à Uskub.

Devant la fermeté de l'attitude austro-russe, soutenue par l'Angleterre, l'Italie et la France, le sultan accepta le programme de Mürzsteg le 25 novembre 1905, toujours avec l'arrière-pensée de n'en tenir aucun compte. D'ailleurs, l'installation des officiers de gendarmerie ne se fit pas sans difficultés : nous n'insisterons pas sur les incidents soulevés à propos du grade des officiers délégués, ou à propos de leurs vêtements, et sur l'obligation de porter ou de ne pas porter le fez. Des questions plus graves se posèrent : entre autres, celle de savoir quelles étaient les attributions de ces officiers. Leur rôle était très étendu et vague, ils se bornèrent à ne prendre aucune initiative et à servir de témoin des actes de l'administration turque, rôle qui n'était pas sans utilité et qui arrêta souvent les fonctionnaires dans leurs exactions.

En outre, ils avaient pour fonctions d'organiser un corps de gendarmerie locale. Il fallait recruter des policiers dans un pays quasi-barbare. Les relations des nouveaux auxiliaires avec les brigands de la contrée étaient certes d'une précieuse collaboration, mais on eût de graves difficultés à surmonter pour faire l'éducation des agents : on se trouvait en présence de gendarmes illettrés. On eut beaucoup de peine à leur apprendre à écrire : quelques-uns parvinrent à savoir rédiger un rapport ou un procès-verbal. Malgré tout, on obtint un corps de sept mille gendarmes pour la Macédoine.

La Turquie concentra encore des troupes en février et mars 1904 dans l'intention de profiter de la guerre russo-japonaise, pour avoir sa revanche sur la Bulgarie. Une mobilisation autrichienne et les menaces des puissances l'obligèrent à signer un accord avec Sofia le 8 avril 1904. Elle s'engageait à appliquer les réformes, à accorder l'amnistie aux condamnés politiques, à réorganiser les services publics et à faciliter le retour des Macédoniens dans leurs foyers. Cet accord amena la démobilisation et la pacification pour l'été 1904.

Ce n'était pas fini. Le sultan avait senti le danger créé par l'union des chrétiens de Macédoine; il les excita les uns contre les autres, les Grecs contre les Slaves, il laissa pénétrer les bandes grecques qui devinrent bientôt très nombreuses et qui se heurtèrent aux bandes bulgares. Du point de vue turc, c'est la haine gréco-bulgare qui est l'élément le plus stable de la vie balkanique depuis bien des siècles (1). Les désordres reprirent avec plus de violence que jamais. M. Basp qui représentait la France à Constantinople, écrivait le 2 novembre 1904: « Le Gouvernement turc considère avec plai-

(1) Il faut mentionner aussi le conflit gréco-roumain de 1905: les Grecs ayant molesté les Valaques de Macédoine, les Roumains exercèrent des représailles sur les Grecs de Roumanie et dénoncèrent le traité de commerce. La Grèce fut encore en conflit avec la Bulgarie en 1906, à cause de sa propagande anti-bulgare en Roumélie: les Grecs furent inquiétés à Varna et à Philippopoli; ils durent émigrer et il fallut fonder trois villages en Thessalie pour recueillir les réfugiés.

sir ces luttes entre chrétiens... on préfère laisser libre carrière à ces malfaiteurs en qui l'on voit des auxiliaires de la cause islamique ».

La lutte se déroula entre exarchistes et patriarchistes, entre Serbes et Bulgares, et le Gouvernement ottoman aurait pu compter sur l'alliance bulgare s'il avait appliqué les réformes. Mais il devenait de plus en plus intransigeant, encouragé d'un côté par les défaites russes en Extrême-Orient, de l'autre par le discours de Guillaume II à Tanger, en mars 1905.

L'accord turco-bulgare n'étant pas appliqué, et le désordre continuant, l'Autriche et la Russie envoyèrent à la Porte, le 17 janvier 1905, un plan de réforme financière à introduire en Macédoine. Dans l'état d'inquiétude où se trouvait l'Europe à cette époque (affaire marocaine, défaites russes en Extrême-Orient), le conflit prit rapidement une forme critique. C'est le point de départ de la crise la plus grave de la question de Macédoine. L'Angleterre contesta à l'Autriche et à la Russie le droit de contrôle financier. La diplomatie ottomane crut habile de s'entendre directement avec la Banque ottomane et proposa un contre-projet qui lui permit de repousser le projet austro-russe. Ce fut l'occasion pour l'ambassadeur de France, M. Constans, de refaire le concert européen et de rallier tout le monde au point de vue turc (9 mai).

Mais cet accord n'était pas du goût de la Sublime Porte. Elle tenta de diviser pour régner. Elle refusa l'institution des quatre délégués financiers

prévus par les ambassadeurs. Après une longue série de refus opposés aux notes envoyées pendant tout l'été 1905, le sultan en vint le 27 octobre à refuser l'audience collective que lui demandaient les ambassadeurs. Cette fois, l'Autriche et la Russie proposèrent une action navale que seule l'Allemagne repoussa. Elle fut faite par les cinq autres puissances devant Mételin et allait se renouveler à Lemnos lorsque, sur le conseil de Berlin, la Porte céda le 4 décembre 1905.

La crise semblait terminée, lorsque elle reprit sous une autre forme. En 1906, la Turquie annonça qu'elle manquait d'argent pour appliquer les réformes et elle demanda qu'on lui permît d'élever de 3 % les droits de douane, c'est-à-dire de porter ces droits de 8 à 11 % *ad valorem*. Le budget était en déficit de 25 millions sur un total de 300 millions.

Cette augmentation devait atteindre surtout le commerce anglais qui entre pour une proportion de 60 % dans le commerce total. L'Angleterre protesta. Le Gouvernement de Constantinople cessa alors de payer les fonctionnaires de Macédoine qui pillèrent de plus belle et créèrent un état d'anarchie indescriptible.

Enfin, après des concessions d'avantages économiques faites aux puissances, l'accord fut signé le 25 avril 1907 : 75 % du revenu supplémentaire des douanes (1) devait être affecté à la Macédoine.

---

(1) On avait prévu que ce revenu supplémentaire serait de 19 millions environ.

Malgré ces efforts, le 29 janvier 1908, le roi Edouard VII, dans son discours du trône, constatait que « la condition du peuple macédonien ne s'était pas améliorée ». Bien plus, le conflit s'était aggravé, car la Bulgarie prévoyant une guerre à brève échéance, avait renforcé son armée, l'avait approvisionnée en équipements et pourvue d'une artillerie neuve. Chez les Turcs, au contraire, deux régiments se révoltaient à Andrinople parce qu'ils n'étaient pas payés, d'autres mutineries étaient signalées à Monastir, à Scutari et dans d'autres garnisons. La Bulgarie se faisait pressante et son ministre des Affaires étrangères déclarait à Londres que sa patrie était prête à prendre en mains ses propres intérêts. La Porte était alors engagée avec toutes les puissances : question du chemin de fer de Bagdad avec l'Allemagne, des mines d'Héraclée avec la France, incidents de Tripolitaine avec l'Italie, question de Crète et de Samos avec la Grèce ; en Autriche le baron d'Aehrenthal avait révélé le 27 janvier sa politique des chemins de fer qu'il avait l'intention de pousser jusqu'à Salonique.

Le baron d'Aehrenthal voulait relier la Bosnie à Salonique par une voie de 0 m. 75 qui atteindrait Mitrovitza éloignée de 160 kilomètres seulement de la dernière station autrichienne.

Ce projet excita un vif mécontentement en Russie. L'ambassadeur de Vienne fut appelé à Saint-Pétersbourg. Il fallait se presser de préparer la riposte si l'on ne voulait pas être surpris par les événements. L'entente de 1897 qui maintenait le

statu-quo était, en fait, dénoncée par l'Autriche dans le discours du 27 janvier. Le moment d'agir était venu. La Russie fit connaître son intention de construire une ligne de chemin de fer du Danube à l'Adriatique : elle traverserait transversalement la péninsule et devrait fatalement rencontrer la voie autrichienne. C'était courir de plein gré à un nouveau Fachoda ; c'était marquer sur la carte la volonté de contrecarrer les ambitions autrichiennes vers Salonique dont Vienne voyait déjà à l'horizon les minarets se dressant au-dessus du premier port de la monarchie dualiste. Après la période d'effacement russe, après les défaites de Mandchourie, on entendait au loin la marche lente et lourde de l'ours moscovite qui revenait à grand bruit vers le bassin de la Méditerranée.

Pour appuyer plus efficacement sa volonté d'intervenir, le cabinet de Pétersbourg prépara un programme complet et pratique de réformes qu'il fit connaître dans sa note du 26 mars. L'Angleterre, que la France avait rapprochée de sa rivale, s'associa à sa politique. En juin, ces deux nations annonçaient l'élaboration d'un projet très précis pour la pacification de la Macédoine, lorsque toute la question fut remise sur le tapis par la Révolution qui éclata en Turquie, provoquée par l'annonce de l'intervention étrangère.

Elle partit de Salonique, où la garnison se mutina et se transporta en chemin de fer à Constantinople pour imposer le rétablissement de la constitution de 1876. Les Jeunes Turcs étaient nationalistes

et, au point de vue macédonien, ils espéraient résoudre cette question sans le concours de l'Europe. Le commandant Niazi-bey, qui avait soulevé les soldats de Monastir disait que « l'un des buts poursuivis par l'organisation jeune turque était de donner la liberté à chaque nationalité, à chaque religion de l'Empire, mais sous condition que les chrétiens renoncent à leurs aspirations passées qui avaient créé l'état de choses actuel ».

La révolution s'accomplit entre le 9 et le 24 juillet 1908; à Salonique, elle fut hostile aux officiers de gendarmerie délégués par les puissances; il semblait que la question de Macédoine allait être réglée de suite par le Parlement turc selon les vœux des députés macédoniens.

Le Gouvernement eut à ses débuts à faire face à des difficultés extérieures et intérieures: le 5 octobre la Bulgarie se proclamait indépendante, le 7 l'Autriche s'annexait la Bosnie et l'Herzégovine. Le 13 avril 1909 une contre révolution chassait les Jeunes Turcs de Constantinople qu'ils reprenaient le 25 avec leur armée de Macédoine. Abdul-Hamid fut alors déposé et remplacé par Mahomet V, qui était âgé de 74 ans et qui ne fut que le fondé de pouvoirs du C. U. P. O. (Comité Union et Progrès Ottoman).

Les Jeunes Turcs avaient pour but de restaurer l'Empire par une implacable centralisation et par la suppression des divers groupes ethniques. Le massacre de 30.000 Arméniens à Adana prouva bien, au printemps 1909, que les procédés de gou-

vernement n'avaient pas changé. Le 28 novembre 1910, le journal *le Jeune Turc* avouait que « la question la plus importante pour la majorité de la population macédonienne, la question agraire, non seulement n'était pas entrée sous le régime constitutionnel dans la voie de la solution, mais qu'elle se compliquait de jour en jour : les Bulgares avaient été chassés des terres qu'ils cultivaient et les mohadjirs avaient été installés à leur place » (1).

Le parti Jeune Turc voulut abolir les privilèges de l'église patriarcale grecque et persécuta le clergé hellénique, il reprit la propagande en Crète. En même temps, il pratiquait à l'égard de la Macédoine un régime de terreur qui surexcita les populations : les comitadjis se remirent en campagne.

Après la révolution de juillet 1909, les comités étaient désemparés : l' « Organisation extérieure » de Sofia et l' « Organisation intérieure » de Salonique s'étaient dissoutes pour se rallier au C. U. P. O. qui était au Gouvernement. Mais lorsque les Macédoniens se sentirent de nouveau menacés, ils fondèrent l' « Organisation nationale bulgare » et reprirent « la vie illégale » ; dès novembre 1909, on signalait la réapparition des bandes et les attentats sur la vie des mohadjirs devinrent fréquents. Ce même mois de novembre vit voter la loi sur les associations qui déclara illégale « toute société fondée sur la base de dénomination et de distinction natio-

---

(1) Les mohadjirs musulmans étaient les émigrés de Bosnie qui parlaient la langue serbe de leurs aïeux.

nales ». Le C. U. P. O. tourna la loi en prenant pour but la « propagation du commerce et de l'industrie ». L'organisation bulgare n'exista plus dès lors que comme société secrète et interdite.

Après la loi sur les associations, fut votée une loi sur les bandes qui rendait les maires des villages responsables ainsi que les populations. Elle prescrivait le désarmement. Le délit d'affiliation à une bande était puni d'un minimum de dix ans de prison. Les maisons des paysans absents de leur village pouvaient être incendiées par l'autorité militaire.

Cette loi martiale fut appliquée avec toute la sauvage rigueur dont étaient capables les anciens serviteurs du sultan rouge. 12.000 arrestations, 5.000 tués ou blessés, tels furent, dit-on, les effets les plus clairs de cette loi qui servit à molester ceux qui refusaient de dénoncer les partisans et qui ne put arriver à prouver aucun complot.

L'inhumanité de la répression, la multiplicité des mesures vexatoires, des lois d'exception et la brutalité de leur exécution firent naître un mouvement unanime de réprobation et assura l'unité de vues parmi tous les chrétiens que l'on avait projeté de séparer avec de sérieuses chances de réussite.

En effet, entre Grecs et Turcs la lutte avait repris violente et tenace. Les Ottomans avaient résolu de refouler la population grecque de l'Epire et de la remplacer par des paysans albanais. L'armée grecque qu'ils avaient battue dix ans auparavant, ne leur inspirait aucune crainte, et ils espéraient

qu'elle n'oserait pas intervenir; par contre comme ils avaient beaucoup de respect pour l'armée bulgare récemment réorganisée, ils évitèrent d'entrer en conflit avec Sofia, d'autant plus que l'armée turque se trouvait désorganisée par la révolution.

Ils offrirent aux Bulgares leur concours pour régler la question de l'Exarque pendante depuis vingt ans. Le patriarcat grec avait jusqu'à cette époque bénéficié d'un régime de faveur. Toutes les paroisses lui étaient, en principe attribuées, à l'exception seulement de celles où tous les fidèles se réclamaient de l'Exarchat bulgare.

Une loi ordonna un référendum dans chaque localité pour attribuer les églises, les biens ecclésiastiques et les bâtiments scolaires suivant le vœu de la majorité. L'hellénisme cria à la spoliation: le patriarcat avait construit ces églises dont allait bénéficier le rite bulgare.

Un tiers de la Macédoine passerait à l'Exarchat: toute la Macédoine du Nord. Le patriarche trouva un appui dans l'ambassadeur russe et la loi ne fut pas appliquée.

Mais la discussion reprit en juin 1909 sur les articles 11 et 16 de la constitution:

« Art. 11. — L'Etat protège l'exercice de tous les cultes, à condition qu'ils ne portent pas atteinte à la morale et à l'ordre public.

» Ar. 16. — Toutes les écoles sont sous la surveillance de l'Etat; des mesures seront prises pour que l'enseignement donné aux sujets ottomans le soit d'après un système conforme et régulier. Mais

l'enseignement religieux des diverses nationalités n'en sera pas atteint ».

Ceci tendait sous une rédaction innocente à supprimer tous les droits et privilèges traditionnels des communautés chrétiennes. Toutes s'insurgèrent; le grand rabbin lui-même protesta. Pour avoir trop voulu semer la discorde entre les différents cultes, les Turcs avaient réalisé l'union entre eux. Les puissances protectrices des chrétiens menacèrent d'intervenir: toutes étaient d'accord l'Angleterre protestante, la Russie orthodoxe, l'Autriche et la France catholiques. Le grand vizir dût se résigner à céder. La réconciliation des deux églises, grecque et bulgare se fit en décembre 1910. L'entente politique ne tarda pas à suivre.

Les Albanais s'étaient révoltés en 1909 et 1910. La répression atroce de ces insurrections avait provoqué un manifeste des Albanais réfugiés dans la montagne réclamant des libertés. Les Macédoniens se réfugiaient comme, en 1903, en Bulgarie où l'on en compta de nouveau 150.000; ils y organisaient des comités. Tous les peuples, d'accord, commençaient à s'agiter au nom de la formule: « Les Balkans aux peuples balkaniques ».

La Bulgarie, qui dès la révolution de juillet avait cru à un rapprochement avec les Jeunes Turcs et avait démobilisé, se heurta à l'intransigeance des diplomates turcs qui envenimèrent la discussion, aigrie déjà par les événements de Macédoine. La guerre bulgaro-turque était souhaitée par Ferdinand de Bulgarie: il connaissait l'état de décompo-

sition de l'armée ottomane. Seule la Russie redoutait la rupture: elle attendait d'être entièrement dégagée des autres affaires pour avoir les mains libres dans les Balkans. En juillet 1910, par l'accord russo-japonais, elle assura le *statu quo* en Extrême-Orient. Rejetée de Chine en 1905, elle abandonnait la partie pour reprendre sa politique byzantine. En novembre 1910, par l'accord de Postdam, elle prenait contact avec l'Allemagne, mais les conversations traînèrent jusqu'en août 1911 et il fallut attendre.

Ferdinand n'avait pas encore terminé les négociations au début de 1911, et il laissa passer une bonne occasion, lorsque la Turquie eût à faire face à la révolte du Yémen.

En avril 1911, son Gouvernement entra en pourparlers avec le Gouvernement serbe. Il envoya M. Rizoff, qui avait déjà signé, en 1904, le traité de Nisch, liant les deux pays dans le but d'exiger des réformes en Macédoine, traité qui ne joua jamais.

Il s'agissait d'établir une alliance à double but: défensive contre quiconque interviendrait dans la péninsule des Balkans et offensive contre la Turquie pour libérer la Macédoine et la vieille Serbie. Le traité fut signé le 13 mars 1912 à Sofia. L'action contre la Turquie ne devait être engagée que lorsque la Russie le jugerait opportun. L'article 2 de l'annexe secrète réglementait la répartition des territoires libérés:

« La Serbie reconnaît à la Bulgarie le droit sur les territoires à l'est des Rhodopes et de la rivière

Strouma ; la Bulgarie reconnaît le droit de la Serbie sur ceux situés au nord et à l'ouest du Char-Planina ». La Macédoine était ainsi partagée : « quant aux territoires compris entre le Char, les Rhodopes, la mer Egée et le lac d'Ochrida, si les deux parties acquièrent la conviction que leur organisation en province autonome distincte est impossible, il sera disposé de ces territoires conformément aux stipulations ci-dessous :

« La Serbie s'engage à ne formuler aucune revendication, en ce qui concerne les territoires situés au-delà de la ligne qui part de la frontière turco-bulgare au mont Golem et suit la direction générale du sud-ouest jusqu'au lac d'Ochrida ».

Il y avait donc à distinguer dans ce partage :

1° Deux zones incontestées :

a) L'une serbe au nord et à l'ouest du Char Planina ;

) L'autre bulgare, au-delà de la ligne mont Golem-Ochrida.

2° Une zone contestée : entre la ligne Ochrida-Mont Golem et la ligne Char-Planina-Vranja.

Cette dernière zone, en cas de conflit entre parties contractantes devait être soumis à l'arbitrage du tzar. Elle comprenait les régions de Vélès et de Dibra. Le tzar devait être, d'une façon générale, l'arbitre suprême de toutes les contestations que pourrait soulever le traité.

Le Gouvernement grec, ému de mouvements de troupes turques, craignant la guerre et sachant que le Gouvernement de Sofia avait les mêmes appré-

hensions, cherchait à entrer en relations avec lui. En octobre 1911, il offrit l'alliance, mais refusa d'accepter l'autonomie de la Macédoine. Le traité d'alliance défensif ne fut signé que le 29 mai 1912, mais il ne parlait pas de la Macédoine, que les deux parties revendiquaient tout entière.

La Bulgarie complétait son système d'alliances balkaniques par un accord verbal avec le Monténégro, le 28 août 1912.

Conformément à l'esprit de ces traités l'empereur de Russie était tenu au courant de la marche des négociations. M. Sazonoff, ministre des Affaires étrangères, donnait des conseils de prudence et de modération, mais n'opposait pas de refus formel à l'action. Le tzar acceptait le rôle d'arbitre.

Après l'accord serbo-gréco-bulgare se produisit la proposition autrichienne du comte Berchtold pour demander à la Porte une politique de décentralisation et aux Etats chrétiens une attente pacifique. Cette proposition n'eut pas de suite. La guerre fut décidée par Cettigne, Belgrade, Sofia et Athènes à la fin d'août 1912. Le 29 septembre les Etats alliés mobilisaient: le 1er octobre, la Turquie en faisait de même. C'est alors que vint, un peu tard, la proposition de M. Poincaré, alors président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, proposition qui fut acceptée par les grandes puissances: la Russie et l'Autriche déclarèrent aux nations intéressées que les puissances « prendraient en mains, dans l'intérêt des populations, la réalisation des réformes dans l'administration de la Turquie

d'Europe, selon l'art. 23 du Traité de Berlin. Enfin elles garantirent le *statu quo* territorial dans la Turquie d'Europe, à l'issue du conflit!

Le 8 octobre, les ambassadeurs firent une démarche collective à la Sublime Porte pour discuter avec elle les mesures à prendre pour réaliser les réforms. On leur répondit cavalièrement qu'on avait « déjà reconnu la nécessité d'introduire des réformes » et que le Gouvernement « avait envisagé ces réformes avec d'autant plus de conviction qu'il entendait les appliquer en dehors de toute ingérence étrangère ».

La réponse fut donnée par le Monténégro, qui, ce jour-là, déclarait la guerre, première ingérence étrangère qui devait marquer la fin de la domination turque en Macédoine.

Le 12 octobre, les représentants de la Turquie à Belgrade, Sofia et Athènes reçurent une longue note réclamant des privilèges dans les provinces chrétiennes et demandant une réponse rapide. C'était le prélude de la déclaration de guerre. Elle fut déclaré le 17 par la Turquie à la Serbie et à la Bulgarie. Le lendemain 18, la Grèce faisait jouer l'alliance et déclarait la guerre. Ce jour même, pour avoir les mains libres, les délégués turcs signaient avec l'Italie la paix d'Ouchy, aux conditions que depuis trois mois, les Italiens offraient.

Cette guerre trouvait l'armée turque affaiblie, la révolution l'avait désorganisée. En 1908, beaucoup de soldats s'étaient libérés eux-mêmes pour aller remplir leurs devoirs de citoyens, ou pour aller voir

ce qui se passait chez eux. La loi sur le service militaire universel avait introduit dans les rangs des éléments suspects, slaves ou grecs, dont la fidélité était douteuse. Le souvenir des victoires de Thessalie en 1897 sur les Grecs ne servait qu'à entretenir une illusion dangereuse, que renforçait encore la présence du général allemand Von der Goltz, chef de la mission militaire.

Les alliés au contraire avaient refait leurs armées et possédaient une excellente artillerie française. En trois semaines, du 18 octobre au 8 novembre, ils furent à Salonique et aux portes de Constantinople. Toute la Macédoine était conquise.

L'Europe fut étonnée des victoires bulgares de Kirk-Kilissé (22 octobre), Lule-Bourgas (25 octobre) et des victoires serbes à Koumanovo (23 octobre) où se trouvait la meilleure armée turque qui devait prendre à revers les Bulgares après avoir battu les Serbes. Uskub fut occupé le 26 octobre, Monastir le 18 novembre. Les Grecs étaient vainqueurs à Elassona.

Le 31 octobre, M. Poincaré, invitait les grandes puissances à proclamer leur désintéressement territorial, ce qui fut accepté à Londres et à Saint-Pétersbourg mais non à Vienne et à Berlin. L'Autriche essayait d'intimider la Serbie, lui refusait un accès à l'Adriatique, voulait lui imposer une union douanière. Elle mobilisait. La Russie lui répondait par une mobilisation partielle.

Le 3 novembre, le grand vizir demandait aux puissances d'imposer un armistice, ce qu'elles refu-

sèrent; le 5, il leur demanda leur médiation: leur réponse fut évasive; le 11, il offrit la paix aux alliés par l'intermédiaire du tzar Ferdinand qui refusa. Le 17, Ferdinand prit sur lui de donner l'ordre aux Bulgares d'enlever les lignes de Tchataldja. Après trois jours de combats, l'attaque échoua et le 21 les Turcs refusèrent l'armistice qu'à leur tour les Bulgares offraient. Enfin ils l'acceptèrent le 3 décembre; les places assiégées ne devaient pas être ravitaillées. La Grèce ne le signa pas et put continuer à bloquer les côtes turques et à empêcher renforts et ravitaillement d'arriver. La Conférence de la paix s'ouvrit à Londres le 3 décembre.

Au point de vue qui nous concerne, les délégués turcs refusaient la cession de la Macédoine, mais acceptaient son autonomie sous le contrôle d'un prince chrétien, protestant de préférence, choisi parmi les princes d'une famille régnante d'un Etat neutre (un prince allemand semblait particulièrement souhaité). La Macédoine resterait toujours sous la souveraineté du sultan.

En janvier, l'Empire ottoman était amené à céder sur la Macédoine, l'Epire, la Crète et l'Albanie, cette dernière devant être remise à l'Europe. Elle voulait garder Andrinople et les îles. Le 6 janvier les travaux étaient suspendus.

En même temps que la Conférence de la paix fonctionnait à Londres, une Conférence des ambassadeurs des grandes puissances qui essayait de maintenir le concert européen pendant les fluctuations discordantes des événements. Elle discuta sur

l'Albanie, la vieille Serbie, le port à donner, ou plutôt à refuser à la Serbie.

Le 23 janvier, le cabinet de Constantinople fut renversé par un coup de force d'Enver Pacha, pour protester contre la cession d'Andrinople que le ministère était sur le point de consentir. Les hostilités reprirent le 3 février, mais avec peu d'entrain. Janina se rendit le 3 mars, Andrinople capitula le 26, grâce à l'intervention du matériel d'artillerie lourde serbe et de deux de ses divisions.

La paix fut signée à Londres le 30 mai 1913 après des discussions laborieuses portant surtout sur la frontière bulgaro-turque qui fut fixée à la ligne Enos-Midia, de la mer Egée à la mer Noire.

Restait à faire le partage des dépouilles du vaincu. Nous avons vu que le Traité serbo-bulgare avait amorcé ce travail, tandis que le Traité avec la Grèce laissait la question pendante. A partir du 7 mars, la Serbie réclamait la révision du Traité du 13 mars 1912. Elle disait que du fait de l'intervention du Monténégro, elle subissait une perte en lui cédant une partie du Sandjak de Novi-Bazar, du fait du veto de l'Europe, elle devait renoncer à son extension dans l'Albanie du Nord. Ses armées avaient conquis la Macédoine tout entière, elles avaient aidé au siège d'Andrinople, imprenable sans leur artillerie lourde. Or, la Bulgarie gardait tout ce qu'elle avait occupé et de plus elle réclamait une large part des conquêtes serbes. Elle demandait Salonique, Monastir, Ochrida, Dibra, Vélès, Uskub, Istip.

Les Grecs tenaient à Salonique et ne paraissaient vouloir céder qu'à la force; ils étaient les spectateurs impassibles des agitations qui troublaient à nouveau la Macédoine sous l'occupation militaire.

Dans ces discussions interminables et peu sérieuses, dont les questions ethniques, religieuses et historiques formaient la façade, il y avait au fond les désirs immodérés de jeunes Etats fascinés par l'ambition de renverser à leur profit l'équilibre balkanique et d'avoir la prépondérance dans la péninsule, de ressusciter peut-être en leur faveur l'impérialisme turc.

La Serbie réclamait la zone contestée tout entière plus Monastir, Ochrida, et Prilep; la Grèce, Cavala, Drama, Demir-Hassar, Doiran et Monastir. Ces deux Etats voulaient avoir une frontière commune et ne pas être séparés par la Bulgarie qu'il fallait éloigner de l'Albanie.

La médiation de la Russie se fit sentir par un télégramme du 22 avril adressé par M. Sazonoff à Athènes, Belgrade et Sofia pour leur demander de démobiliser. Aucun des trois Gouvernements ne refusait, mais chacun préférait voir le voisin donner l'exemple, exemple du suicide, prélude de « l'exécution capitale de la Macédoine » disait-on à Sofia. Un mois après, M. Sazonoff ne demande plus que la démobilisation proportionnelle des effectifs, mais aucun des antagonistes ne tenait à se laisser arracher les dents, tant qu'il n'avait pas la preuve matérielle que son adversaire ne pouvait plus mordre. Les Bulgares voulaient conserver en Macédoine au-

tant de troupes que les Serbes et les Grecs réunis. En vain la Conférence des ambassadeurs de Londres intervint, le Gouvernement bulgare ne lui répondit même pas, il donna sept jours au tzar pour prononcer sa sentence d'arbitre et demanda à occuper immédiatement la Macédoine. L'empereur de Russie se fâcha et se récusa.

Le 30 mai, la Serbie et la Grèce avaient pris leurs précautions contre la Bulgarie en s'alliant; le 5 juin, la Roumanie faisait prévoir son intervention.

L'agression bulgare avait été conçue au printemps. Le généralissime Savoff a avoué depuis que le Conseil des ministres tenu à Andrinople le 4 avril, avait décidé de ramener l'armée de Thrace en Macédoine pour la jeter contre les Serbes et les Grecs. La Bulgarie comptait peut-être sur l'appui de l'Autriche qui ne se faisait pas faute de l'encourager et lui envoyait du matériel de guerre pour réparer les pertes subies pendant la campagne d'hiver.

Dans la nuit du 29 juin 1913, l'ordre d'attaquer fut transmis aux troupes bulgares. Les adversaires déconcertés furent rudement rejetés loin de leurs positions. Mais la situation ne tarda pas à se rétablir dans la bataille de la Brégalnitza qui dura du 1er au 8 juillet, et coûta 30.000 hommes aux Bulgares, 15 à 20.000 aux Serbes. Elle se termina par une victoire éclatante des Serbes et fut complétée par les autres victoires de Kilkich et d'Istip.

De plus, les Turcs avaient repris les armes et réoccupaient Andrinople le 20 juillet.

Les Roumains qui avaient été surpris par la première guerre balkanique et qui étaient en discussion avec les Bulgares au sujet d'une bande de terrain qu'ils revendiquaient autour de Silistrie, mobilisèrent le 3 juillet, déclarèrent la guerre le 10 et s'avancèrent jusqu'à portée de canon de Sofia (1).

Le 15 juillet, Ferdinand de Bulgarie demandait la médiation de l'Europe par l'intermédiaire de la France et de l'Autriche; le 17, il faisait appel au Gouvernement roumain. La Conférence de la paix se réunit le 30 juillet à Bucarest et les signatures furent échangées le 10 août. Seule la question du port de Cavala offrit quelque difficulté. Paris et Berlin le voulaient grec, Pétersbourg et Vienne le voulaient bulgare; finalement il fut attribué aux Grecs.

La paix bulgaro-turque fut signée le 29 septembre à Constantinople. Elle remplaçait la ligne Enos-Midia par une frontière partant de l'embouchure de la Maritza, laissant Andrinople aux Turcs et aboutissant à 20 kilomètres au nord du cap Kourou-Bouroum sur la mer Noire, faisant recouvrer à la Turquie 7.053 kilomètres carrés et 305.000 habitants.

Si nous essayons d'établir le bilan des guerres balkaniques de 1912-1913, voici quels ont été les résultats :

---

(1) Il faut remarquer que le 10 juillet le sort de la deuxième guerre était déjà fixé par la bataille de la Brégalnitza, commencée le 1er et gagnée le 8.

Gains

États	Superficie en Km²	Population
Bulgarie	23.257	300.000
Serbie	39.047	1.210.000
Grèce	56.611	2.000.000
Monténégro . . .	5.876	230.000
Roumanie	7.525	285.760

Situation après les guerres

États	Superficie	Population
Bulgarie	112.052	5.000.000
Serbie	87.350	4.600.000
Grèce	121.268	4.500.000
Monténégro . . .	14.950	511.000
Roumanie	138.878	7.600.000

La Bulgarie était chassée de la Macédoine qui était partagée entre la Serbie et la Grèce.

La Serbie était préoccupée avant tout de consolider les résultats acquis dans les deux dernières guerres. L'émigration des Musulmans vers la Turquie d'Europe et l'Asie-Mineure commençait. M. Patchictch, président du Conseil, leur garantit la liberté de leur culte. Il mit le clergé romain en relations directes avec le Saint Siège pour éviter tout prétexte d'intervention à l'Autriche. Il obtint du

patriarche de Constantinople l'autonomie complète de l'église serbe qui eût la haute direction des évêques de Macédoine et de vieille Serbie. Il organisa la police, la gendarmerie, désarma la population et institua des tribunaux réguliers, ce qui augmentait la sécurité des campagnes.

Pour résoudre la question agraire, il préparait la création d'un Crédit foncier pour venir en aide aux paysans ; il voulait peu à peu transformer le régime féodal des terres et libérer les tenanciers en les rendant propriétaires. Il fallait aussi ramener la prospérité et la fertilité dans les champs, repeupler un pays que la terreur et l'émigration avaient appauvri au point de ne plus compter que 30 habitants au kilomètre carré ; il préparait les voies au commerce futur par un projet de construction de voies ferrées aboutissant au port de Salonique où il loua pour cinquante ans à la Grèce un terrain pour entreposer les marchandises serbes. Dans cette vaste entreprise de régénération de la province reconquise, il fut secondé par les capitaux français et l'emprunt de 250 millions de janvier 1914 fut couvert à Paris avec enthousiasme.

Cette grande œuvre pacifique était troublée par les intrigues et les querelles autrichiennes. La question de Macédoine était, jusqu'en 1913, une question européenne, en vertu de l'article 23 du Traité de Berlin qui permettait l'intervention des puissances. Après le partage de 1913, cette province tombant sous la souveraineté d'un Etat chrétien, personne n'avait plus le droit de s'immiscer dans

ses affaires intérieures. Indirectement et en fait, c'était bien une question d'équilibre européen qui se débattait sur les bords du Vardar. L'Autriche seule, en présence de la Serbie, aurait pu dicter ses volontés, mais le petit Etat slave était soutenu par la Russie et on se serait trouvé en présence d'un conflit européen. Vienne devait donc être soutenu par Berlin. Or, dès 1913, notre ambassadeur à Berlin signalait que le parti militaire avait capté la confiance de l'empereur, qui était devenu belliqueux. L'Autriche secondée, peut-être poussée, par l'Allemagne, refusa au Gouvernement serbe le rachat des actions qu'elle avait sur les chemins de fer macédoniens, qui, de ce fait, restaient sous le contrôle d'une nation étrangère. En automne, elle demanda la revision du Traité de Bucarest.

La Serbie essayait de se dégager de l'étreinte, et, n'ayant pas de côtes maritimes, elle cherchait un port libre, un accès à la mer pour se soustraire à la servitude économique de l'étranger. Elle crut trouver la solution en formant avec le Monténégro une union personnelle. Le principe fut admis par les deux Etats et la réalisation devait avoir lieu quelques mois après.

L'Autriche s'opposait obstinément à cet accroissement de la puissance serbe, mais elle préféra prendre pour casus belli un événement qui fit beaucoup plus de bruit et qui frappa plus violemment l'esprit populaire.

Le 28 juin 1914, l'archiduc héritier François-Ferdinand, détesté des populations Yougo-Slaves, fut

assassiné à Sarajévo où il voyageait. L'attentat perpétré par un nommé Prinzip n'était pas un fait isolé: on trouva sur la route suivie par le cortège, une autre bombe dans les branches d'un arbre. On en trouva deux dans la salle à manger et une dans la cheminée des appartements qu'occupait le prince.

Le Président du Conseil de Serbie, M. Pachitch, avait signalé au Ballplatz l'énervement des populations de Bosnie et le danger que courait l'archiduc dans ces contrées. Aussitôt après l'attentat, il offrit sa collaboration pour rechercher les agitateurs, s'il s'en trouvait en Serbie. Mais à Vienne on désirait la guerre, et on la rendit inévitable par un ultimatum auquel la Serbie répondit en faisant les plus grandes concessions. La Turquie et la Bulgarie furent plus tard entraînées dans le conflit dans les rangs des Empires centraux. Après la guerre, après la défaite des agresseurs, on voit un phénomène curieux se produire: la question de Macédoine est de nouveau posée et, comme les vaincus ont été à peu près évincés de ce pays en 1913, toute modification au statut actuel risque d'être fait aux dépens des vainqueurs.

CHAPITRE IV

LA MACEDOINE ET L'EUROPE

La politique allemande : celle de Bismarck et celle de Guillaume II.
La politique autrichienne : la marche vers Salonique ; la politique des chemins de fer macédoniens.
La politique russe : active avant 1878 ; passive jusqu'en 1911. Renaissance de l'activité en 1912-1914. Effondrement.
La politique anglaise : protectrice de l'intégrité de l'Empire ottoman ; faveurs faites à la Grèce.
La politique française : traditionnelle amitié avec la Turquie ; désintéressement en faveur des petites nationalités.
La politique italienne : ses visées sur l'Albanie ; sa récente bulgarophilie.

La question macédonienne n'est qu'une partie de la question d'Orient. A qui reviendra la succession de l'Empire turc ? A qui reviendra la Macédoine ? Telles sont les questions posées.

De prime abord on pourrait croire que ce problème n'intéresse que les pays limitrophes, mais ce serait mal comprendre les aspirations impérialistes

de certaines nations, contre lesquelles le monde civilisé doit s'élever. La question macédonienne devient ainsi une question européenne, et même une question mondiale puisque les Etats-Unis et le Japon siègent à la Conférence de la Paix et qu'ils se préoccupent fort de l'avenir du pays que nous étudions.

Parmi les Etats qui ont le plus convoité la Macédoine, nous devons citer l'Allemagne, car si l'on trouvait souvent l'Autriche sur la route de la mer Egée, c'était pour le compte du pangermanisme qu'elle cheminait.

Dans la politique orientale de l'Allemagne, il faut distinguer deux phases : une période d'indifférence et une période d'activité caractérisée par l'appui accordé au Sultan. Cette deuxième phase commence avec le règne de Guillaume II.

L'Empire allemand n'existait que depuis 1871, fondé par le long travail des rois de Prusse. Avant 1866, l'Autriche leur disputait encore la prépondérance dans les Etats du Sud et la France tenait le Rhin. Il fallait d'abord faire l'unité allemande avant de songer à faire du pangermanisme. Après Sadowa et Sedan le fondateur de l'Empire, Bismarck se trouve en état d'avoir une politique mondiale, cependant il hésite encore et paraît être inquiet du relèvement de la France. Il ne se sent pas encore complètement en sûreté sur ses frontières, il semble rechercher une deuxième guerre d'extermination, guerre qu'il n'ose déclancher devant la réprobation de l'Europe et la crainte de la Russie.

En effet, après l'abaissement de l'Autriche et de la France, il ne reste plus aux Germains qu'à refouler les Slaves, pour dominer le continent. C'est là qu'il faut chercher l'origine de la politique orientale allemande : le désir de contrecarrer la politique russe. Ce n'est pas encore une politique active qu'elle a vis-à-vis de la Turquie, c'est une politique défensive (1). Elle se sert des questions orientales pour consolider sa situation en Europe.

Cette situation est aperçue avec beaucoup de netteté par M. Laboulaye, lorsqu'il écrit, le 23 novembre 1875 : « Le cabinet de Pétersbourg a le sentiment que les destinées de la Russie sont attachées à l'affranchissement des Slaves ; cette éventualité est au contraire la plus grande appréhension du cabinet de Vienne. La Prusse, de son côté a besoin de la division de ses voisins pour maintenir son hégémonie sur l'Europe et même sur l'Allemagne. Elle espère que l'outre de l'Orient, une fois ouverte soufflera la discorde : ce qui ne l'empêche pas d'ailleurs de répéter des déclarations pacifiques... »

Sous le couvert de l'alliance des trois empereurs, Bismarck déjà favorisait l'Autriche en sous-main, car il sentait en elle le brillant second. M. Laboulaye ajoutait dans sa lettre : « Les intérêts allemands de l'Autriche sont aussi chers à l'Allemagne

---

(1) M. de Bülow disait au Reichstag le 19 mars 1903 : « L'Allemagne ne pratique pas en Orient de politique active ». C'était vrai, avec Bismarck, ce n'était plus vrai depuis Guillaume II.

que ceux de la Prusse... Aux yeux de tout Allemand, tout ce qui est l'héritage de l'Allemagne et tout ce qui y sera ajouté sera considéré comme une acquisition allemande. La Hongrie est l'avant-garde de l'Allemagne ».

Arbitre de l'Europe, Bismarck devait amener les autres nations au Congrès de Berlin qu'il présida avec un désintéressement affecté, ne voulant pas risquer dans l'aventure « les os d'un grenadier poméranien ». Sous ce masque indifférent, se joue un jeu serré et se cache un violent désir de gagner la partie, d'éliminer la Rusie, que son vieil ami Gortschakoff représente au Congrès. Les massacres bulgares, les persécutions religieuses, la nécessité de réformes dans les Balkans, voilà les questions qui ne l'intéressent pas, mais si, à leur sujet il peut abattre un adversaire, c'est une occasion qu'il saisira aux cheveux. Les journaux officieux de Berlin disent en 1876 : « Le panslavisme se cache derrière la question de religion ou de réformes. Or ni l'Autriche, ni l'Allemagne ne pourront permettre que les Slaves du Sud dominent l'Europe centrale... La religion n'est qu'un prétexte ; la rivalité des deux races, allemande et slave, est le seul vrai pivot d'une lutte à la fois de nationalité et d'équilibre » (1).

Cette lutte se termine par la victoire le jour de la signature du Traité de Berlin. Le chancelier de fer achève l'œuvre de Sadowa et de Sedan, il pousse

(1) *Mémorial diplomatique,* 20 mai 1876.

l'Autriche en avant-garde vers la péninsule balkanique, il refoule les Slaves vers l'Asie. Ce résultat est acquis sans coup férir et il n'en est pas moins durable. La Russie, poussée vers Kars et Batoum, s'enfonce vers le sud-est, vers l'Inde où elle ira se disputer avec l'Angleterre, elle plongera vers l'Extrême-Orient où elle se fera battre. Elle ne reparaîtra en Europe et sur la mer Noire qu'en 1909, trente et un ans après, avec un prestige bien atteint. La France est invitée à prendre la Tunisie, ce qui jettera l'Italie dans la triple alliance.

Ajoutons que cette œuvre de destruction accomplie au Congrès est complétée par l'ébranlement de la splendeur anglaise.

Bismarck excite Londres contre Pétersbourg, sape les ententes partielles qu'ils avaient conclu, surprend les diplomates déconcertés qui s'aperçoivent trop tard de leurs fautes : ils frayent aux Allemands la route de Constantinople. Ils ont été menés par l'homme qui se disait « l'honnête courtier » qui n'avait aucun intérêt dans l'affaire et qui s'écriait ensuite : « Le Congrès, c'est moi ».

Quatre ans après, les Turcs, témoins effrayés de l'ascendant qu'avait Bismarck sur le concert européen, sollicitaient l'envoi à Constantinople d'une mission militaire pour réorganiser l'armée. Dans cette mission se trouvait le futur général Von der Goltz qui a été le fourrier de l'installation allemande sur le Bosphore.

Le 27 septembre et le 4 octobre 1888 le Gouvernement ottoman concédait la construction de 485 kilo-

mètres de voies ferrées en Asie Mineure à M. A. Kaulla, agissant au nom de la Deutsche Bank. Guillaume II était sur le trône depuis le 18 juin : déjà on commençait à exécuter le programme de la Weltpolitik. En 1890 les 220 kilomètres de voie ferrée entre Salonique et Monastir étaient concédés à la même société : les trains y circulaient en 1895.

La Turquie avait été quelque peu malmenée par Bismarck. Guillaume II se posa de suite en protecteur de l'intégrité de l'Empire, en ami. En 1898, il entreprit le pèlerinage politique de Constantinople, Damas et Jérusalem, accompagné du chancelier de Bülow. En 1905, il paraît à Tanger. Le commerce allemand suit la voie de l'impérial pèlerin. Presque nul en Turquie en 1870, il tenait, en 1913, le deuxième rang et il doublait le commerce français.

En Macédoine, comme dans les autres provinces, l'Allemagne soutenait à fond le point de vue turc. Nous l'avons vue s'abstenir de prendre un secteur pour y exercer la police, refuser de participer aux démonstrations navales. Mais si elle défendait la maison des sultans, c'était pour mieux y entrer (1) ; une fois introduite, personne n'aurait pu en chasser la grande protectrice. Le rêve commençait à se réaliser d'une façon tangible car la voie allemande

---

(1) Voir dans le journal *le Journal* du 5 janvier 1920, une lettre du 20 octobre 1898 de Guillaume II à Nicolas II : « Ne jamais oublier que les Mahométans seraient une belle carte dans notre jeu dans le cas où vous ou moi serions en guerre avec cette puissance brouillonne (l'Angleterre) ».

était sur le point d'atteindre Bagdad, traversant de part en part le vieil Empire ; c'était le Drang nach Südosten qui allongeait son immense tentacule par Hambourg, Berlin, Vienne, Buda-Pest, Belgrade, Sofia, Constantinople, Bagdad, Bassorah.

Mais en abandonnant l'ancienne politique d'indifférence qui avait été entre ses mains le grand levier des discordes européennes, l'Allemagne allait défaire l'œuvre patiemment élaborée par Bismarck. Celui-ci avait brouillé, l'Angleterre et la Russie, l'Autriche et la Russie, la France et l'Italie. Ses successeurs en dévoilant leurs ambitions colossales portèrent ombrage à tout le monde et peu à peu tombèrent les rancunes anciennes. En 1898, la France et l'Angleterre se rapprochent, l'entente cordiale se resserre par les conventions du 8 avril 1904. Menacées, l'une dans l'Orient en général, l'autre dans l'Inde et dans sa suprématie maritime, la Russie et l'Angleterre signent l'accord du 31 août 1907. En 1909, la Russie abandonne le front d'Extrême-Orient pour revenir en Europe et veiller à ses intérêts compromis. La France et l'Italie entretiennent des relations amicales.

Ainsi l'œuvre grandiose du Congrès de Berlin s'émiette et s'effeuille au fur et à mesure que grandissent les aspirations germaniques. Seule l'Autriche reste fidèle, mais vassale.

Les Allemands ont accusé M. Delcassé d'avoir pratiqué une politique d'encerclement, mais ils n'ont pas vu qu'eux-mêmes avaient créé cette atmosphère de défiance autour d'eux, en publiant par-

tout sans vergogne leurs buts audacieux et les moyens immoraux et atroces qu'ils emploieraient pour y parvenir. Ils ont rendu une guerre mondiale inévitable et ils en ont accepté la responsabilité avec joie. Ils la croyaient fraîche et joyeuse et un instant ils ont cru réaliser le rêve en août 1914. Ils ont associé à leur sort la Turquie et la Bulgarie, mais depuis, avec elle, ces deux nations portent le lourd fardeau de son désastre. Il semble bien que l'épilogue de la Weltpolitik allemande en Orient et en Macédoine s'est joué sur la Marne, à Verdun, sur tout le front français et aussi, sur ces champs de Macédoine où une armée allemande était venue arborer ses drapeaux.

Actuellement il est difficile à l'Allemagne de reprendre une politique orientale active, si elle est étroitement surveillée par la Ligue des nations.

***

L'Autriche-Hongrie a payé plus cher sa fidélité à la politique pangermaniste: elle a perdu son unité nationale.

Elle était avec la Russie la puissance continentale la plus intéressée dans la question d'Orient: elle avait vu les Turcs assiéger Vienne et elle n'avait été sauvée que par le roi de Pologne Sobieski ou Kahlemberg (1683). De par sa position géographique, c'était la Macédoine et le port de Salonique qu'elle devait convoiter, à défaut de Constantino-

ple où elle se trouvait en conflit avec la Russie. Deux solutions s'offraient: ou bien une rivalité implacable qui ne se terminerait que par la disparition de l'un des deux rivaux ou bien un partage, comme celui qui avait été fait en Pologne (1). Les deux politiques ont triomphé tour à tour et le dernier acte sur lequel l'automne 1918 a baissé le rideau, a montré une solution imprévue: la disparition simultanée des deux adversaires, la dissociation des deux nations, laissant le champ libre aux autres concurrents, parmi lesquels l'Angleterre occupe une place prépondérante, puisqu'elle est maîtresse des mers et que les autres Etats n'ont pas de frontière commune avec la Turquie.

Au moment où la question de Macédoine a présenté une phase aiguë, en 1877-1878, la guerre russo-turque a trouvé l'Autriche liée à la Russie par la Convention de Reichstadt (8 juillet 1876) par laquelle la Bosnie et l'Herzégovine lui étaient promises, moyennant sa neutralité. C'est donc une politique d'entente et de partage d'influence qui prédomine. Elle était naturelle puisque on était à l'époque où l'alliance des trois empereurs (Allemagne, Autriche, Russie) faisait la loi en Europe. Déjà Bismarck qui la dirigeait dans la coulisse tendait à éliminer la Russie et à pousser l'Autriche dans le

(1) L'Autriche pouvait aussi pratiquer la politique anglaise du maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman, et c'est ce qu'elle a fait souvent: mais ceci n'est pas une solution de la question.

vasselage de Berlin. L'Autriche reçut encore au Congrès de Berlin des droits sur le Sandjak de Novi-Bazar qui s'avançait comme une tentacule sur le chemin de Salonique. Elle avait cependant demandé beaucoup plus. Le comte Andrassy avait exposé au général Ignatieff ses vues en Macédoine. Il voulait donner à cette province une constitution à demi-indépendante, placée sous le protectorat de l'Autriche. Le chemin de fer Salonique-Mitrovitza, qui tournait la Serbie par l'ouest et la séparait du Monténégro serait construit sous le contrôle des Autrichiens et une union douanière engloberait ces pays faisant de la capitale macédonienne un port autrichien sur la mer Egée.

On sait comment ce plan fut déjoué. La diplomatie de Vienne abandonna elle-même Novi-Bazar en 1908 pour jeter du lest et pour faire accepter par l'Europe l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine. Elle comptait reprendre la marche en avant par Mitrovitza et éviter la Serbie. Elle fut débordée par les événements. Les insurrections de Macédoine se développèrent trop tôt, il fallait gagner du temps, retarder l'intervention et la réserver pour des temps plus opportuns, lorsque la marche aurait repris et qu'on se trouverait en contact immédiat avec le Vardar. Cette politique s'accordait très bien avec le puissant allié de Berlin qui défendait l'intégrité de l'Empire ottoman. De là à s'entendre avec la Russie pour le maintien du *statu quo,* il n'y avait qu'un pas. On aboutit au programme de Vienne et à celui de Mürzsteg (1903). L'Autriche installa ses

gendarmes sur la première étape de sa marche vers le sud, à Uskub, l'ancienne capitale de la Serbie.

Cette évolution vers la mer Egée fut arrêtée par la guerre des Balkans de 1912; le mécontentement à Vienne fut grand. Les armées de la double monarchie restèrent longtemps mobilisées et alertées par les fréquents incidents qu'on suscitait en Macédoine; enfin, en 1913, le drame se terminait par la résurrection d'une grande Serbie et d'une grande Grèce qui barraient de leur double territoire et de leur double alliance la descente vers la ville convoitée.

Ce fut une heure grave pour le Ballplatz. Il n'était plus possible de spéculer sur la maladie de l'Empire turc chassé définitivement des plaines macédoniennes, il n'était plus possible de prévoir des insurrections qui permettraient au gendarme étranger d'intervenir et de rester maître sur place: le pays dévasté par le Musulman allait renaître avec l'administration et la civilisation des jeunes Etats chrétiens. C'était un changement complet de politique qu'il fallait entreprendre; il fallait agir carrément et attaquer franchement le problème: on ne pouvait plus tourner la Serbie par Mitrovitza car cette ville était devenue serbe, on devait passer par Belgrade qui était la voie naturelle.

Pour cela, une guerre avec la Serbie était inévitable, on l'avait vu en 1912, lorsqu'on favorisait les ambitions bulgares, mais on n'était pas prêt, ni au point de vue militaire ni au point de vue diplomati-

que, tant les événements avaient devancé les hommes. Vraisemblablement Berlin ne se décida à aller jusqu'au bout, à engager les forces militaires de l'Empire qu'en 1913, et à partir de ce moment, on poussa les armements, on acheva la création de cette fameuse artillerie lourde qui est venue battre pendant quatre ans nos forteresses et nos tranchées de France, pour conquérir à François-Joseph le port de Salonique.

La politique d'entente avec la Russie et de partage amiable avait vécu. La succession intégrale de l'homme malade devait aller aux Empires centraux. On avait bien prévu que la question de Macédoine entraînerait la Russie et la France dans la guerre, peut-être aussi l'Angleterre, mais on s'était refusé à supposer que toutes les nations civilisées se lèveraient pour mettre un frein au pangermanisme, on ne croyait pas que les marais de Salonique et les montagnes de Macédoine verraient les uniformes multicolores des armées alliées accourues sur le terrain même des convoitises autrichiennes pour délivrer ces populations menacées, pour contenir le flot barbare qui descendait vers la mer latine, et pour donner un jour, le 15 septembre 1918, le signal de l'offensive qui, en deux semaines, devait porter nos poilus aux portes de Sofia et être le prélude de l'effondrement de la Bulgarie, de la Turquie, de l'Autriche et enfin de l'instigateur de leur politique criminelle, l'Empire de Bismarck et de Guillaume II.

***

La Russie, plus encore que l'Autriche eût une politique changeante en Orient. Poussée de Moscou à la Baltique par Pierre le Grand, elle atteignit la mer Noire avec Catherine II. Le Traité de Kutschuk-Kaïnardji lui donnait déjà en 1774 un droit de contrôle sur les chrétiens et justifiait son intervention en Turquie. Comme celle de l'Autriche, la politique russe en Orient est une politique de démembrement de l'Empire turc: elle vise à mettre la main sur Constantinople et les détroits pour atteindre la mer libre. De même qu'autrefois les sultans avaient encerclé Byzance largement vers le nord, et avaient dépassé la Serbie avant d'entrer dans la ville de leurs rêves, de même la Russie dessina autour des détroits un vaste mouvement circulaire, elle favorisa l'émancipation des populations chrétiennes des Balkans et le réveil du slavisme, depuis le Monténégro jusqu'aux bouches du Danube.

Elle eut sa grande guerre en 1877, où elle toucha un instant aux rives du Bosphore. A San Stephano, elle ressuscita, pour elle, une nation disparue depuis plusieurs siècles: la Grande Bulgarie. Du coup la Macédoine se trouva en partie libérée du joug musulman: il ne restait aux infidèles que le symbole de leur domination: Salonique et la Chalcidique. En 1878 les aspirations serbes étaient dirigées vers les frères Yougo-Slaves de l'Ouest, vers ceux de Bos-

nie qu'il fallait arracher à la tenaille autrichienne qui étouffait ce pays par les côtes de Dalmatie. Aussi la main-mise bulgare n'eût pas à Belgrade le retentissement que l'on pourrait imaginer. D'ailleurs le Congrès de Berlin détruisit brutalement l'œuvre russe des Balkans. Ecartée de Sarajévo, la Serbie espéra avoir des compensations en Macédoine et on l'encouragea dans cette voie. Cette province retomba sous la domination turque.

Après cet échec retentissant, la politique russe fit volte-face, elle ne se désintéressa pas des Balkans, mais elle se tint là-bas strictement dans la défensive. Elle avait vu que le danger venait de Berlin, où on lui était hostile. Pour conserver au moins les positions acquises, les consolider, elle souhaita et obtint l'alliance française qui avait un but strictement conservateur pour le maintien du *statu quo*. Alors, se sentant plus rassurée, elle s'engagea vers l'Asie où le Congrès l'avait conviée à se tailler un Empire en lui accordant Kars et Batoum.

Battue à Moukden et minée par la révolution, elle renversa de nouveau son programme, signa avec l'Angleterre l'accord du 31 août 1907, celui de 1909 avec le Japon et revint vers les traditions léguées par Catherine II.

En 1908 elle n'eut pas l'autorité nécessaire pour empêcher l'Autriche d'annexer la Bosnie-Herzégovine. Au bout de quelques années le prestige de St-Pétersbourg devint tel chez ses anciens clients retrouvés, les Slaves des Balkans, qu'on vit tous ces petits Etats considérer le tzar comme l'arbitre su-

prême qui devait trancher les questions pendantes entre eux, comme celle de Macédoine.

La Russie vit avec un certain déplaisir la Bulgarie presque écartée de la Macédoine. Malgré ses incartades, elle avait de l'affection pour cette nation qu'elle avait fait renaître. Ses diplomates n'avaient pas attaché l'importance nécessaire au double jeu de Ferdinand de Bulgarie: pendant que les autres chefs d'Etats chrétiens allaient à Pétersbourg chercher le mot d'ordre, lui partait pour Vienne, où il est permis de deviner actuellement ce qu'il allait faire. A ce moment l'Entente ne payait pas, car sa politique était pacifique, tandis que du côté des puissances germaniques, on touchait en résultats palpables les fruits de l'alliance et de l'amitié: l'Autriche avait gagné du terrain vers le sud, Constantin de Grèce, fort de l'appui de son beau-frère Guillaume II, avait reçu Cavala, pourquoi lui, Ferdinand, l'homme prédestiné à entrer à Sainte-Sophie, l'homme qui tenait un cheval blanc tout équipé pour faire son entrée à Byzance, n'irait-il pas faire sa cour à Vienne et à Berlin qui lui faciliteraient son entrée?

La Russie, liée par l'Angleterre, ne pouvait pas réaliser ses rêves et les favoriser. Seuls, les Empires centraux pouvaient combler ses vœux. C'est là ce qu'on s'est obstiné à ne pas voir à Saint-Pétersbourg en 1914 et en 1915, après l'entrée de la Turquie dans la guerre. On a suivi la foi des Bulgares qui aiment à s'appeller eux-mêmes « les Prussiens des Balkans », qui se croient destinés à faire, sous

leur hégémonie, l'unité balkanique et qui, pour arriver à leurs fins, n'hésitent pas, comme les Prussiens, à considérer les traités comme des chiffons de papier.

Ainsi l'Empire russe voyait peu à peu son influence décliner chez ses anciens protégés et cependant ses ambitions croissaient en raison inverse de ses insuccès. Au commencement de l'année 1915, le Gouvernement russe obtenait de la France et de l'Angleterre un blanc-seing pour occuper Constantinople. Mais avec le triomphe du Gouvernement des Soviets, l'évolution de la politique de Catherine II est bien compromise. Ainsi s'est obscurcie en Europe une puissance qui a joué un grand rôle, ainsi a disparu dans les Balkans le protecteur naturel des petits Etats slaves, assez émancipés cependant pour ne pas l'avoir suivi dans la voie de la révolution soviétique.

***

Après la chute des influences continentales de l'Autriche et de la Russie, il reste en Orient l'influence anglaise entretenue par les commerçants et les flottes britanniques. L'Angleterre est le pays qui tient le premier rang dans le commerce avec la Turquie, c'est elle qui tire le plus grand profit du maintien de la nationalité turque. Elle lui rend des services qu'elle se fait quelquefois payer (Egypte,

Chypre, etc.), mais d'une façon générale, elle est le champion de l'intégrité de l'Empire ottoman.

Elle a d'ailleurs une politique de rechange, au cas où il faudrait en venir à un partage forcé, ou à un changement de maître : c'est alors la Grèce, qui, du point de vue anglais, devrait succéder au *de cujus*. Maîtresse des mers, elle est longtemps restée la principale collaboratrice de la Sublime Porte en matière maritime, en matière financière et en matière constitutionnelle. Elle le deviendrait bien plus avec la souveraineté grecque, car il est facile à une flotte de bloquer les côtes helléniques et de s'emparer des îles pour faire pression sur le Gouvernement d'Athènes.

Cette politique séculaire s'est montrée à Navarin, à Sébastopol, elle s'est réveillée au Congrès de Berlin pour se dresser devant la politique adverse, slavo-russe. Sa flotte apparut devant la Corne d'Or, à l'île des Princes, rassurant le sultan.

Ce programme n'allait pas sans inconvénients au point de vue de l'opinion publique britannique. On a vu les intellectuels acclamer l'indépendance de la Grèce, Lord Byron aller s'ensevelir à Missolonghi, Gladstone stigmatiser les atrocités de Macédoine. Mais toujours la direction officielle s'est imposée dans les grands actes de la vie extérieure et, au Congrès de Berlin, lord Beaconsfield disait que « l'une des bases principales de la paix générale était l'indépendance du sultan comme souverain européen ».

Dans ces conditions, il ne pouvait être question

de partage de la Macédoine, et encore moins d'en faire un Etat indépendant.

***

Il était réservé à la France qui, la première en Europe a réalisé son unité, d'avoir, la première, une politique orientale et l'on sait à quel point elle fut brillante. Il est inutile de rappeler Charlemagne, Saint-Louis, et le royaume franc de Palestine, François Ier, pour la première fois, s'allia avec les Turcs et signa avec ces infidèles les premières capitulations en 1535. Elles furent renouvelées quinze fois de 1535 à 1740. Celles du 28 mai 1740, entre Louis XV et le sultan Mamoud Ier sont encore en vigueur. Ces conventions accordent des privilèges aux Français: privilèges commerciaux, privilèges de juridiction, libertés spéciales, droit de protéger tous les chrétiens. Au Congrès de Berlin le protectorat religieux de la France fut confirmé.

On comprend l'intérêt qu'à la France à conserver la souveraineté de la Turquie sur des territoires où une partie de l'autorité rejaillit sur ses représentants.

L'amitié franco-turque ne s'est obscurcie que deux fois et pour des causes indirectes: la première sous Louis XIV qui envoya 6.000 hommes pour dégager Vienne assiégée par les Turcs, la deuxième sous la Révolution lorsque Bonaparte fut envoyé

en Egypte dans le but de menacer les Indes anglaises.

A chaque amputation de la Turquie la France en ressentait le contre-coup par le déclin de ses avantages. Tour à tour les capitulations ont été supprimées en Egypte, en Serbie, en Roumanie, en Bosnie, en Herzégovine, à Chypre, en Bulgarie et dans les provinces récemment libérées. Dernièrement encore, lorsque M. Vénizelos vint à Paris plaider la cause grecque, il dut engager une polémique avec la presse française qui se demandait avec anxiété ce que deviendraient les privilèges des Français lorsque les Grecs auraient supplanté les Ottomans dans les nouveaux territoires qu'ils venaient solliciter. Le régime des capitulations est un privilège pour la France. Il faut le conserver avec le protectorat catholique: c'est une tradition vieille de plusieurs siècles et que l'expérience a consacrée. Démembrer inconsciemment l'Empire turc serait une lourde faute: nous avons trop d'intérêts dans la maison pour la démolir.

***

L'Italie, au XIX^e^ siècle, a été trop occupée à réaliser son unité pour avoir eu le temps et les moyens de se tailler un empire colonial. La Tunisie lui a échappé, elle a échoué en Abyssinie, elle s'est maintenue difficilement en Erythrée, enfin elle n'a conquis la Tripolitaine qu'au prix d'une guerre coû-

teuse. Elle a conservé en gage les îles du Dodécanèse, mais ses derniers espoirs sur Smyrne viennent de s'évanouir. Toutes ces désillusions ajoutées à la question de Fiume ont causé dans la péninsule une nervosité fièvreuse qui rappelle les temps héroïques des audacieuses expéditions de Garibaldi. L'Italie espère encore prendre pied dans l'Albanie dont les côtes sont en face des siennes par delà l'Adriatique. Elle pourrait faire de cette mer une mer exclusivement italienne. Mais là encore elle se heurte aux aspirations yougo-slaves avec lesquelles elle est en triple conflit sur la question de Fiume, sur la question des îles dalmates, sur la question albanaise. Dans cette dernière question, elle a encore à compter avec la politique grecque qui lui réclame aussi les îles du Dodécanèse.

Contre ces adversaires voisins, il est naturel que l'Italie cherche un contrepoids, un ami qui menacerait par derrière l'ennemi éventuel : de là est née la politique bulgarophile italienne de ces derniers temps. On a remarqué la bienveillance avec laquelle les troupes italiennes traitaient les populations bulgares. On a même dit qu'elles avaient toléré des violations de l'armistice. Alors que jadis, seul, comme en France, Pierre Loti avec les Turcs, Vico Mantegazza, vantait les mérites des Bulgares, actuellement, c'est toute la presse italienne qui préconise la bienveillance envers eux.

Ce n'est pas à dire que les Italiens veuillent une Grande Bulgarie puissante, maîtresse des Balkans, non, car elle porterait ombrage à leurs aspirations.

Ils veulent surtout faire prévaloir dans la péninsule une politique d'équilibre, ils veulent affaiblir les autres, et surtout les Serbes pour être forts eux-mêmes. Ils ne sont pas disposés à admettre que la Macédoine entière passe sous la domination bulgare. Ils se souviennent que Ferdinand de Cobourg et Radoslavoff poursuivaient lors de leurs victoires l'accès aux quatre mers, la quatrième étant l'Adriatique. Ils veulent que le traité de paix soit « clément dans la mesure du possible » à l'égard de la Bulgarie. Ils ne seraient pas fâchés, à condition que la Bulgarie soit puissante, que la Macédoine soit indépendante.

Cette politique est couronnée par des relations de courtoisie avec la Cour de Roumanie, pour mieux encercler la Serbie. Ainsi l'ambition italienne est d'isoler l'Albanie et de tirer partie du conflit de races en Macédoine pour rétablir à son profit l'ancienne voie Egnatia, de Valona à Salonique.

CHAPITRE V

COMMENT RESOUDRE LA QUESTION DE MACEDOINE?

On ne peut : ni la rendre à la Turquie ; ni la donner à une Confédération d'Etats balkaniques ou à l'un de ces Etats, ni la partager entre eux, ni l'attribuer à une grande puissance. On pourrait en faire un Etat indépendant, protégé par la Société des nations dont la France serait le mandataire.

Comme dans tous les problèmes difficiles de droit international, on a proposé pour résoudre la question de Macédoine d'innombrables solutions. Aucune ne satisfait pleinement tous les intéressés et toutes présentent de gros inconvénients.

Il est une solution à écarter de prime abord : c'est le retour de cette province sous la domination turque comme on l'avait fait en 1878. Il était possible au Congrès de Berlin de faire table rase du Traité de San Stéphano et de faire retomber sous le joug ottoman la vallée du Vardar. On sait d'ailleurs, quelle œuvre néfaste ce Congrès a accomplie en Orient et de combien de guerres il porte la respon-

sabilité. Il n'est pas possible aujourd'hui d'effacer le Traité de Londres de 1913 qui marque la date de la délivrance définitive des chrétiens de Macédoine.

La libération leur est venue de l'union des peuples balkaniques et c'est à ce grand souvenir que se rattachent les socialistes de la péninsule. En attendant de faire l'internationale mondiale, ils préconisent l'internationale balkanique: faire les Etats-Unis des Balkans, tel est leur rêve. La Macédoine serait comme l'Alsace-Lorraine a été dans l'Empire allemand, la propriété collective de tous les Etats unis, mais une Alsace-Lorraine libre et égale en droits aux autres Etats, lorsqu'elle serait émancipée. Le défaut de cette conception est d'oublier la deuxième guerre balkanique et la trahison bulgare de 1915. Ces Etats ne paraissent pas mûrs pour réaliser entre eux une unité. Il n'y a pas une même race dans tous ces pays, ni une même langue. L'unité n'a été réalisée dans la péninsule que sous l'égide d'un vainqueur. L'Empire de Douchan tenait les Bulgares en vassalité, les Turcs ont tenu le pays par la terreur. Si de nouveau la concentration en une même nation se faisait, ce serait peut-être sous la forme d'une fédération d'Etats, mais d'une fédération dominée par un peuple fort qui opprimerait les autres. La situation serait plus complexe que celle de l'Allemagne créée par la Prusse, car en Orient les nations sont bien distinctes et elles se feraient plutôt la guerre que de renoncer à l'avenir d'expansion qu'elles croient avoir devant elles.

Ce serait encore une faute d'accepter que là-bas

un des peuples chrétiens absorbe tous les autres et crée une fusion factice. Ce serait la cause de nouvelles guerres d'indépendance.

Puisque la Macédoine ne peut revenir tout entière à une nation, le plus simple, semble-t-il, serait de la partager, comme on l'a fait à Bucarest. L'expérience prouve que ce partage est difficile et ne satisfait personne. Le Bulgare ne voit en Macédoine que des Bulgares; le Grec affirme qu'il n'y a que des Grecs, le Serbe jure que ces Grecs ou ces Bulgares ne sont en réalité que des Serbes démarqués. Il n'est pas jusqu'aux Turcs, aux Roumains et même aux Albanais qui ne se taillent en Macédoine une petite ou grande majorité. Jamais aucun partage ne satisfera les copartageants.

Dans ces conditions, ne pouvant donner la province, ni collectivement à tous les Balkaniques, ni à l'un d'eux, ni la partager entre eux, on pourrait songer à la donner à un tiers, à une grande puissance. Cette solution soulèverait tout le monde contre elle. Aucune nation n'est actuellement assez forte pour s'imposer à Salonique sans soulever des protestations unanimes. Autrefois l'Autriche, aidée par l'Allemagne, a cru réaliser ce rêve; actuellement, il n'est plus permis à personne de le reprendre à son compte.

Il ne reste donc plus qu'à faire de la Macédoine un Etat indépendant. L'inconvénient de cette solution, c'est qu'elle émane de l'ennemi *timeo Danaos, et dona ferentes:* c'est la thèse présentée par les Bulgares avec cette arrière-pensée que cette auto-

nomie sera le premier stade vers l'incorporation à la Bulgarie. De même que l'Allemagne voit dans l'Autriche un nouvel Etat fédéral, de même la Bulgarie voit dans la Macédoine une nouvelle province bulgare. Le Traité de Bucarest ne leur a laissé qu'une petite portion du pays, s'ils doivent l'abandonner, ce sera une petite perte pour eux, tandis que les Serbes seraient obligés de céder d'immenses territoires et que les Grecs devraient évacuer Salonique. La félonie de Ferdinand de Cobourg, la défaite de ses armées auraient pour résultat un accroissement d'influence, tandis que les Serbes qui ont supporté les horreurs de l'invasion, dont les villes et les campagnes ont été dévastées, qui ont été vainqueurs dans deux guerres seraient frustrés en 1919 des avantages du Traité de Bucarest. Les Grecs seraient récompensés de leur entrée en guerre par un empiètement sur leurs frontières! Cette thèse est difficile à faire approuver par des peuples jeunes et victorieux.

Cependant il est possible de trouver des équivalents par un système de compensations. Les Serbes reçoivent de larges territoires vers l'ouest et sont en contact avec l'Adriatique: leur puissance est bien au-dessus de celle des Bulgares. Les Grecs ont pris pied à Smyrne et vont retrouver en Thrace beaucoup de leurs compatriotes: ils sont largement payés de l'appui tardif et quelque peu forcé qu'ils ont prêté à l'Entente. Il est vrai que, s'ils sont obligés de céder Salonique, leurs possessions de Cavala

et de Thrace n'auront pas de relations par voie de terre avec la mère patrie.

Mais Salonique n'est pas une ville grecque. Tout le monde admet que c'est une ville juive, où l'élément israélite entre pour les deux tiers de la population. Et d'ailleurs puisque l'on a accordé aux Bulgares un accès sur la mer Egée, cette bande de territoire, n'apporte-t-elle pas elle aussi une solution de continuité dans les côtes grecques?

Comme la Macédoine est un pays de transition entre les Etat voisins, on pourrait réduire au strict minimum la Macédoine indépendante et céder à la Grèce, à la Serbie et à la Bulgarie les villages proches de leurs frontières où leur propagande a fortement imprégné les populations.

Ainsi réduite, la Macédoine serait proclamée indépendante. Mais cet Etat, livré à ses seules forces, ne serait pas viable. Tous les éléments ethniques y sont représentés, la fusion entre eux n'est que commencée, c'est une nation en voie de formation: elle est en état de gestation. Il faut à son chevet un curateur qui l'assistera à sa naissance et pendant sa minorité.

Le choix de ce protecteur est délicat, car de son désintéressement dépend l'avenir du pays. Il ne faut pas le choisir parmi ceux qui se disent créanciers du protégé, et qui prétendent avoir des droits sur lui, par exemple les Etats voisins, ils sont suspects et préfèreraient leurs intérêts à ceux du mineur.

De plus, parmi les puissances qui restent aujour-

d'hui maîtresses de la situation, il faut écarter l'Italie qui protégera probablement l'Albanie et qui convoitera ses dépendances macédoniennes. L'Angleterre paraît se désintéresser de la question, mais si un jour elle venait à prendre pied à Salonique, comme elle est maîtresse des mers, elle serait tentée d'y rester et de garder une base navale qui au fond de la mer Egée menacerait Constantinople elle-même.

Il n'est pas sûr que les Etats-Unis veuillent se charger de l'éducation du peuple macédonien. Resterait donc la France dont la puissance civilisatrice exerce un grand attrait sur les petites nations. Elle a fait ses preuves dans l'art de venir en aide aux peuples arriérés. Elle pourrait être mandatée par la Société des nations pour assister le Gouvernement macédonien dans sa tâche de rénovation. Son désintéressement traditionnel faciliterait son choix qui ne porterait probablement d'ombrage à personne.

Elle aurait à résoudre là-bas, la question agraire qui, comme nous l'avons montré, est la source de la plupart des conflits et des troubles qui sont dans ce pays à l'état endémique. Un grand pas serait fait vers la pacification lorsqu'on aurait facilité par des institutions de crédit l'acquisition aux paysans de la terre et des instruments de travail. Il faudrait encore doter le pays de bonnes voies de communication, de routes, de voies ferrées, de canaux et de ruisseaux d'irrigation. Avec une bonne organisation financière, un système régulier d'impôts, la

prospérité reviendrait dans les champs désertés et avec elle reviendraient les populations qui avaient fui la domination turque et, les horreurs des dernières guerres. Les hommes quitteraient les montagnes où beaucoup se sont réfugiés et où ils sont devenus brigands par nécessité. Ils se fixeraient au sol par le goût de l'agriculture. Du même coup, la police serait rendue facile, car on ne lui demanderait plus de traquer des bandes exaspérées, mais simplement de surveiller et de réprimer les fautes accidentelles de la vie en société.

Peu à peu l'éducation politique des habitants se ferait et une constitution définitive pourrait être mise sur pied où la représentation proportionnelle des minorités pourrait jouer un grand rôle.

Sans évoquer le souvenir des Croisades et le règne de Baudouin, la France exerce en Macédoine une grande influence. Ce pays lui appartient tout entier aujourd'hui, moralement, de cœur et d'esprit. La pensée française y compte des adeptes fervents. Il n'est pas de maison de condition moyenne où le Français ne soit connu et admiré comme le défenseur de l'ordre et de la liberté. Par l'école, par le journal, par le livre, la France est parvenue à créer à Salonique un milieu qui lui est totalement dévoué. Avant la guerre, concurrencé par les Empires centraux, son commerce n'arrivait qu'au quatrième rang, avec dix millions de francs environ, mais les Macédoniens souhaitent de lui voir prendre la place des nations évincées et de voir arriver des produits plus conformes à ses goûts.

La population du pays tout entier accepterait volontiers la tutelle d'une nation dont elle apprécie les sentiments de générosité, de libéralisme et d'équité. Le mandat français sur ce pays serait une compensation à la diminution d'influence que la France a subie et subira encore par l'abrogation progressive du régime des capitulations. Dégagé des ruines du vieil Empire des Sultans, notre pays continuerait à faire rayonner sur l'Orient le flambeau de la civilisation qu'il maintiendrait au-dessus de l'édifice neuf bâti par les jeunes peuples chrétiens émancipés.

BIBLIOGRAPHIE

Bérard (Victor). — *Conférences sur la Serbie*, 1915.

— *La Macédoine.*

— *La mort de Stamboul.*

— *Pro Macedonia*, 1904.

— *Le sultan, l'Islam et les puissances*, 1907.

— *La Turquie et l'hellénisme contemporain.*

Bousquet. — *Histoire du peuple bulgare.*

Brancoff. — *La Macédoine et la population chrétienne.*

— *Turcs et Grecs contre Bulgares en Macédoine.*

Brutus. — *A propos d'un mouvement en Macédoine*, 1900.

— *Deux ans de réformes en Macédoine*, 1905.

— *Fin d'année rouge*, 1906 (brochure).

— *La Macédoine et le villayet d'Andrinople*, 1893-1903; *Mémoire sur l'organisation intérieure*, 1904.

Chéradame. — *La question d'Orient; la Macédoine, le chemin de fer de Bagdad*, Paris, 1903.

Choublier. — *La question d'Orient depuis le traité de Berlin.* Thèse droit, 1898.

Cléanthès (Nicolaïdès). — *La Macédoine et les réformes*, 1905.

Colocotronis. — *La Macédoine et l'hellénisme*, Paris, 1919.

Constantine. — *Le patriarcat de Constantinople et l'orthodoxie dans la Turquie d'Europe*, 1895.

Cvijic'. — *La péninsule balkanique; géographie humaine*, Paris, 1918.

— *Remarques sur l'ethnographie de la Macédoine*, 1906.

De Launay. — *La Bulgarie.*

— *Bulgarie d'hier et de demain.*

Denis (E.). — *La Grande Serbie*, 1915.

Draganof. — *La Macédoine et les réformes*, Paris, 1906.

Driault. — *La question d'Orient.*

Engelhardt (E.). — *La question de Macédoine; état actuel; solution*, 1906.

Figuier. — *Les races humaines.*

Gallois (L.). — *Les populations slaves de la péninsule des Balkans.*

Gandolphe (M.). — *La crise macédonienne; enquête dans les villayets insurgés*, 1904.

Geblesco. — *La question d'Orient*, 1904.

Georgewitch. — *Les Albanais et les grandes puissances.*

Goraïnow. — *La question des détroits.*

Gravier. — *Les frontières historiques de la Serbie*, 1919.

Hanotaux. — *Etudes diplomatiques et historiques pendant la grande guerre,* 1914.

— *La guerre des Balkans et l'Europe.*

— *Histoire de la France contemporaine,* t. IV.

Hooge. — *La Serbie de nos jours.*

Iancovici (D.). — *La crise balkanique.*

Kasasis (N.). — *L'hellénisme et la Macédoine,* 1903.

Lamouche. — *La péninsule balkanique,* 1899.

Larmeroux (Jean). — *La politique extérieure de l'Autriche-Hongrie* (de 1875 à 1914), Paris 1919.

Lavisse (Ernest). — *Histoire de France,* 1900.

Lavisse et Rambaud. — *Histoire générale,* 11 vol., 1899.

Malla (J.). — *Serbie contemporaine.*

Marcovitch. — *La Macédoine et les Macédoniens;* articles de MM. Wendel, Rizoff, Sv. Tomisch, Corfou, 1918.

Meillet (A.). — *Les langues dans l'Europe nouvelle,* Paris, 1908.

Muzet (A.). — *Le monde balkanique.*

Offeïkoff. — *La Macédoine au point de vue ethnique, historique et philologique,* 1887.

Pallarès (Michel).— *L'imbroglio macédonien,* 1907

Papahagi (N.). — *Les Roumains de Turquie,* 1905.

Picot. — *Les Roumains de Macédoine,* 1875 (brochure).

Pinon (René). — *L'Europe et l'Empire ottoman,* 1913.

— *L'Europe et la Jeune Turquie,* 1913.

ROUTIER. — *La Macédoine et les puissances*, 1904.
SCHOPOFF. — *Les réformes et la protection des chrétiens en Turquie*, 1673-1904, Paris. 1904.
VERDÈNE (Georges). — *La vérité sur la question macédonienne*, Paris, 1905.
VOÏNOV. — *La question macédonienne et les réformes en Turquie*, 1905.
WIMPFEN (Ch.). — *Rivalité austro-russe.*

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

Revue des Deux-Mondes.
Revue de Droit international.
Revue générale de Droit international.
Revue politique et parlementaire.
Revue de Paris.
Quotidiens divers.

Vu et approuvé
Montpellier, le 20 janvier 1920
L'assesseur faisant fonction de doyen,
Jules VALÉRY.

Vu : Le Président de la Thèse,
M. MOYE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Montpellier, le 20 janvier 1920
Le Recteur,
Jules COULET.

TABLE DES MATIÈRES

Pages

INTRODUCTION..... 7

CHAPITRE PREMIER. — LA MACÉDOINE..... 12

§ 1er. — *Etude géographique de la Macédoine :* Ses limites ; Ses régions naturelles ; Ses productions et ses voies de communications. 12

§ 2. — *Les races et leur histoire :* Ses anciens habitants ; Les invasions ; Les Serbes ; Les Bulgares ; Grandeur et décadence de ces peuples au moyen-âge ; Les Turcs ; Le conflit des races..... 22

§ 3. — *La question de la langue macédonienne...* 35

§ 4. — *Le régime des biens* : La misère des paysans macédoniens ; L'émigration..... 38

CHAPITRE II. — LA MACÉDOINE ET SES VOISINS..... 44

§ 1er.— L'Islam et les Macédoniens..... 44

§ 2. — Le point de vue serbe..... 47

§ 3. — Le point de vue bulgare..... 52

§ 4. — Le point de vue grec..... 58

§ 5. — Le point de vue roumain..... 60

CHAPITRE III. — LA QUESTION MACÉDONIENNE DEPUIS LE TRAITÉ DE BERLIN : L'effervescence des peuples chrétiens ; L'intervention russe en 1877 ; Le traité de San Stéphano ; Le Congrès de Berlin ; L'article 23 : Les interventions successives de l'Europe en Macédoine ; La crise de 1908 ; L'entente des Etats balkaniques en 1912 ; La guerre avec la Turquie 1912-1913 ; La guerre contre la Bulgarie 1913 ; Le partage de la Macédoine ; La guerre européenne..... 62

Pages

CHAPITRE IV. — La Macédoine et l'Europe.

La politique allemande : celle de Bismarck et celle de Guillaume II.

La politique autrichienne : la marche vers Salonique ; la politique des chemins de fer macédoniens.

La politique russe : active avant 1878 ; passive jusqu'en 1911 ; Renaissance de l'activité en 1912-1914 ; Effondrement.

La politique anglaise : protectrice de l'intégrité de l'Empire ottoman ; Faveurs faites à la Grèce.

La politique française : Traditionnelle amitié avec la Turquie ; Désintéressement en faveur des petites nationalités.

La politique italienne : Ses visées sur l'Albanie ; Sa récente bulgarophilie..... 103

CHAPITRE V. — Comment résoudre la question de Macédoine ? On ne peut : ni la rendre à la Turquie, ni la donner à une confédération d'Etats balkaniques ou à l'un de ces Etats, ni la partager entre eux, ni l'attribuer à une grande puissance. On pourrait en faire un Etat indépendant, protégé par la Société des Nations dont la France serait le mandataire 124

Bibliographie..... 132